

# 6.2

## Réglementation et instructions générales

---

---

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

Aucune information.

### 6.2.2 Publication

#### **Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue et ses concordants - Modifications visant la mise en œuvre d'un modèle d'accès à certains documents d'information continue des émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement**

L'Autorité des marchés financiers publie le texte révisé, en versions française et anglaise, des règlements suivants :

- *Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information;*
- *Règlement modifiant le Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, les textes révisés, en versions française et anglaise, des instructions générales suivantes :

- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti.*

Au Québec, les règlements seront pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et seront approuvés, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Les règlements entreront en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'ils indiquent, tandis que les instructions générales seront adoptées sous forme d'instruction et prendront effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur des règlements.

#### **Renseignements additionnels**

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Michel Bourque  
Directeur de l'encadrement des sociétés  
Direction de l'encadrement des sociétés  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4466  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[michel.bourque@lautorite.qc.ca](mailto:michel.bourque@lautorite.qc.ca)

Charlotte Verdebout  
Analyste experte à la réglementation  
Direction de l'encadrement des sociétés  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4339  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[charlotte.verdebout@lautorite.qc.ca](mailto:charlotte.verdebout@lautorite.qc.ca)

Kristina Beauclair  
Analyste experte à la réglementation  
Direction de l'encadrement des sociétés  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4397  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[kristina.beauclair@lautorite.qc.ca](mailto:kristina.beauclair@lautorite.qc.ca)

**Le 25 juin 2026**

---



Canadian Securities Administrators  
Autorités canadiennes en valeurs mobilières

## Avis de publication des ACVM

### *Modifications visant la mise en œuvre d'un modèle d'accès à certains documents d'information continue des émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement*

Le 25 juin 2026

#### Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) publient la version définitive des modifications des textes suivants :

- le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (le **Règlement 51-102**);
- l'*Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;
- le *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;
- l'*Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;

(collectivement, les **modifications définitives**).

Sous réserve de l'approbation des ministres compétents, les modifications définitives entreront en vigueur le **22 septembre 2026**.

Le texte des modifications définitives est publié avec le présent avis et peut être consulté sur les sites Web des membres des ACVM, notamment les suivants :

[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)

[www.asc.ca](http://www.asc.ca)

[www.bcsc.bc.ca](http://www.bcsc.bc.ca)

[nssc.novascotia.ca](http://nssc.novascotia.ca)

[www.fcnb.ca](http://www.fcnb.ca)

[www.osc.ca](http://www.osc.ca)

[www.fcaa.gov.sk.ca](http://www.fcaa.gov.sk.ca)

[www.mbsecurities.ca](http://www.mbsecurities.ca)

#### Objet

Les modifications définitives mettent en œuvre un modèle d'accès (le **modèle d'accès**) aux états financiers annuels, aux rapports financiers intermédiaires et aux rapports de gestion

-2-

correspondants des émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement (les **documents d'information continue**).

Ce modèle établit des procédures optionnelles par lesquelles ces documents peuvent être rendus accessibles électroniquement en lieu et place des obligations de transmission actuellement prévues par la législation en valeurs mobilières.

Les modifications définitives disposent que l'accès électronique à un document d'information continue est fourni lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- l'émetteur a déposé le document au moyen de SEDAR+;
- au plus tard le jour civil suivant, il a publié et déposé au moyen de SEDAR+ un communiqué annonçant ce qui suit :
  - le document est accessible électroniquement;
  - la fonctionnalité de notification de SEDAR+ est disponible;
  - un exemplaire électronique ou imprimé du document peut être obtenu sur demande;
  - toute instruction permanente de recevoir un exemplaire électronique ou imprimé du document continuera d'être appliquée;
- au plus tard deux jours civils après le dépôt du document, il a affiché sur son site Web, s'il en possède un, le document ou un hyperlien menant directement au document déposé au moyen de SEDAR+.

La fonctionnalité de notification de SEDAR+ permet à toute personne de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée lorsque l'émetteur dépose, au moyen de SEDAR+, des documents d'information continue pour lesquels elle s'est abonnée.

En outre, les modifications définitives obligent l'émetteur à indiquer la façon d'accéder électroniquement aux documents d'information continue, la disponibilité de la fonctionnalité de notification de SEDAR+ et la procédure à suivre pour obtenir un exemplaire d'un document ainsi qu'à préciser que des instructions permanentes peuvent être données. Cette information doit figurer dans les endroits suivants :

- avant l'utilisation du modèle d'accès, dans un communiqué si, au cours de la période comptable précédente, l'émetteur s'est conformé au paragraphe 1 de l'article 4.6 du Règlement 51-102 ou a rempli les conditions prévues au paragraphe 5 de cet article;
- chaque année, dans *i*) l'un des documents reliés aux procurations (comme l'avis de convocation, le formulaire de procuration, le formulaire d'instructions de vote ou la circulaire), *ii*) l'avis donné dans le cadre des procédures de notification et d'accès, ou encore *iii*) un document distinct qu'il joint à l'un de ces documents;
- s'il y a lieu, sur son site Web, là où il affiche ses documents d'information continue ou un hyperlien menant directement aux documents déposés au moyen de SEDAR+.

Nous sommes conscients que la technologie de l'information constitue un outil important et utile de communication avec les investisseurs. Ainsi, le modèle d'accès s'accorde avec l'évolution globale de nos marchés des capitaux, dont l'usage de plus en plus répandu des moyens électroniques pour accéder à l'information et la consommer. Grâce à lui, les investisseurs seront mieux informés sur la disponibilité des documents d'information continue et sur la façon dont ils peuvent y accéder électroniquement.

Le modèle d'accès ne prive pas l'investisseur de son droit de demander des exemplaires imprimés ou électroniques des documents d'information continue. L'investisseur ayant donné des

-3-

instructions permanentes à un intermédiaire pour les obtenir continuera de les recevoir, même si l'émetteur a choisi de fournir l'accès électronique à ceux-ci conformément au modèle.

### Contexte

Le 9 janvier 2020, nous avons publié le Document de consultation 51-405 des ACVM, *Étude d'un modèle d'accès tenant lieu de transmission pour les émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement*. La consultation visait à offrir un forum de discussion sur la pertinence d'adopter un modèle d'accès sur le marché canadien. Nous avons sollicité l'avis des intervenants sur l'opportunité d'en introduire un, sur les types de documents qui devraient en faire l'objet et sur son mécanisme.

À l'époque, la grande majorité des intervenants était généralement favorable à l'adoption d'un modèle d'accès au pays. Compte tenu des commentaires reçus et après analyse, nous estimions qu'il était approprié de prioriser la mise en œuvre d'un modèle d'accès pour les prospectus et les documents d'information continue.

Le 7 avril 2022, nous avons publié pour consultation des projets de modification visant la mise en œuvre d'un modèle d'accès pour les prospectus et les documents d'information continue des émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement (le **projet initial**). Pendant la consultation, nous avons reçu les mémoires de 29 intervenants. De façon générale, le projet initial a été bien reçu par les intervenants en ce qui a trait aux prospectus. Le 11 janvier 2024, nous avons publié les modifications définitives instaurant un modèle d'accès pour les prospectus, dont l'entrée en vigueur a eu lieu le 16 avril 2024.

Toutefois, plusieurs intervenants ont émis des réserves à l'idée de mettre en œuvre le projet initial pour les documents d'information continue, notamment en raison des effets négatifs possibles sur les investisseurs individuels. En conséquence, nous avons poursuivi la réflexion quant aux moyens de bonifier le projet initial dans une optique de protection des investisseurs. Le 19 novembre 2024, nous avons publié de nouveau pour une deuxième consultation des projets de modification visant la mise en œuvre d'un modèle d'accès à certains documents d'information continue des émetteurs assujettis qui ne sont pas des fonds d'investissement (les **projets de modification**).

### Résumé des commentaires écrits reçus et réponses des ACVM

Pendant la deuxième consultation, nous avons reçu les mémoires de 15 intervenants, qui étaient généralement favorables aux projets de modification. Nous les avons étudiés et en remercions les intervenants. Le nom des intervenants et un résumé de leurs commentaires, accompagnés de nos réponses, figurent à l'Annexe A au présent avis.

### Résumé des changements apportés aux projets de modification

Après examen des commentaires reçus, nous avons revu les projets de modification. Les modifications définitives tiennent compte de certains commentaires et améliorent ou clarifient les obligations, notamment ce qui suit :

#### 1. *Mention relative à l'accès électronique*

Nous avons révisé la disposition proposée obligeant l'émetteur à rappeler chaque année aux investisseurs qu'il utilise le modèle d'accès en leur faisant parvenir un document distinct avec les documents reliés aux procurations ou, s'il suit les procédures de notification et d'accès, avec l'avis.

-4-

Les modifications définitives offrent aux émetteurs une plus grande marge de manœuvre en leur permettant d'inclure la mention relative à l'accès dans *i)* l'un des documents reliés aux procurations existants, *ii)* l'avis donné dans le cadre des procédures de notification et d'accès, ou encore *iii)* un document distinct qu'ils joignent à l'un de ces documents.

Nous estimons que ce changement établit un bon équilibre entre les coûts et le fardeau réglementaire potentiels pour les émetteurs et les avantages pour les investisseurs.

## 2. *Publication et dépôt d'un communiqué*

Nous avons modifié la disposition proposée voulant que l'émetteur publie et dépose au moyen de SEDAR+ un communiqué le même jour qu'il dépose ses documents d'information continue au moyen de SEDAR+.

Selon les modifications définitives, l'émetteur publie et dépose le communiqué au plus tard le jour civil suivant le dépôt de ses documents d'information continue.

À notre avis, ce changement donne davantage de latitude aux émetteurs, tout en permettant aux investisseurs d'être informés en temps opportun de l'accessibilité des documents par voie électronique.

## 3. *Site Web de l'émetteur*

Nous avons revu la disposition proposée obligeant l'émetteur à afficher ses documents d'information continue sur son site Web, s'il en possède un, le même jour qu'il les dépose au moyen de SEDAR+.

Les modifications définitives offrent une souplesse accrue en ce qu'elles permettent aux émetteurs d'afficher les documents d'information continue sur leur site Web au plus tard deux jours civils après les avoir ainsi déposés.

De plus, elles leur permettent de se conformer à cette obligation en affichant sur leur site Web un hyperlien menant directement aux documents d'information continue déposés au moyen de SEDAR+. Enfin, pour leur faciliter la tâche, nous avons précisé la source à consulter pour obtenir des indications techniques sur la façon de générer un tel hyperlien.

## 4. *Fin de l'accès électronique aux documents d'information continue*

Nous avons supprimé la disposition proposée obligeant l'émetteur à publier et à déposer au moyen de SEDAR+ un communiqué au moins 25 jours civils avant son intention de ne plus utiliser le modèle d'accès. Cette obligation visait à préaviser les investisseurs que l'émetteur cesserait d'utiliser le modèle d'accès.

D'après nous, ce changement ne nuit pas aux investisseurs et évite d'alourdir inutilement les coûts ou le fardeau réglementaire qu'assument les émetteurs.

## 5. *Communiqué*

Nous avons ajouté des indications afin de préciser que le modèle d'accès n'exige pas un communiqué distinct. L'émetteur peut choisir de présenter les mentions prévues par les modifications définitives dans un communiqué contenant d'autres informations.

-5-

#### 6. Accès électronique à certains états financiers

Selon les modifications définitives des règlements, il est permis à l'émetteur qui utilise le modèle d'accès de fournir l'accès électronique aux états financiers visés à l'article 4.10 du Règlement 51-102. En outre, nous avons ajouté des indications afin de préciser que l'émetteur peut aussi utiliser ce modèle pour les états financiers visés à l'article 4.7 de ce règlement.

Ne considérant pas ces changements comme importants, nous ne publions pas les modifications définitives de nouveau pour consultation.

#### Points d'intérêt local

Une annexe au présent avis est publiée dans tout territoire intéressé où des modifications sont apportées à la législation en valeurs mobilières locale, à des avis ou à d'autres documents de politique locaux. Elle contient également toute autre information qui ne se rapporte qu'au territoire intéressé.

#### Contenu des annexes

Le présent avis contient l'annexe suivante :

- Annexe A, Liste des intervenants et Résumé des commentaires et réponses des ACVM

#### Questions

Veillez adresser vos questions à l'une des personnes suivantes :

#### **Autorité des marchés financiers**

Michel Bourque  
Directeur de l'encadrement des sociétés  
Direction de l'encadrement des sociétés  
Autorité des marchés financiers  
[michel.bourque@lautorite.qc.ca](mailto:michel.bourque@lautorite.qc.ca)

Charlotte Verdebout  
Analyste experte à la réglementation  
Direction de l'encadrement des sociétés  
Autorité des marchés financiers  
[charlotte.verdebout@lautorite.qc.ca](mailto:charlotte.verdebout@lautorite.qc.ca)

Kristina Beauclair  
Analyste experte à la réglementation  
Direction de l'encadrement des sociétés  
Autorité des marchés financiers  
[kristina.beauclair@lautorite.qc.ca](mailto:kristina.beauclair@lautorite.qc.ca)

-6-

**British Columbia Securities Commission**

Noreen Bent  
Chief, Corporate Finance Legal Services  
British Columbia Securities Commission  
[nbent@bcsc.bc.ca](mailto:nbent@bcsc.bc.ca)

Ken Chow  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance Legal Services  
British Columbia Securities Commission  
[kchow@bcsc.bc.ca](mailto:kchow@bcsc.bc.ca)

**Alberta Securities Commission**

Timothy Robson  
Manager, Legal, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
[timothy.robson@asc.ca](mailto:timothy.robson@asc.ca)

Tracy Clark  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
[tracy.clark@asc.ca](mailto:tracy.clark@asc.ca)

**Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan**

Heather Kuchuran  
Director, Corporate Finance, Securities Division  
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
[heather.kuchuran@gov.sk.ca](mailto:heather.kuchuran@gov.sk.ca)

**Commission des valeurs mobilières du Manitoba**

Patrick Weeks  
Deputy Director, Corporate Finance  
Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
[patrick.weeks@gov.mb.ca](mailto:patrick.weeks@gov.mb.ca)

**Commission des valeurs mobilières de l'Ontario**

Erin O'Donovan  
Associate Vice President, Corporate Finance Division  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
[eodonovan@osc.ca](mailto:eodonovan@osc.ca)

Alexandra Melo  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance Division  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
[amelo@osc.ca](mailto:amelo@osc.ca)

-7-

**Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick**

Ray Burke  
Directeur, Financement des sociétés  
Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick  
[ray.burke@fcnb.ca](mailto:ray.burke@fcnb.ca)

Moira Goodfellow  
Conseillère juridique principale  
Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick  
[moira.goodfellow@fcnb.ca](mailto:moira.goodfellow@fcnb.ca)

**Nova Scotia Securities Commission**

Peter Lamey  
Legal Analyst Corporate Finance  
Nova Scotia Securities Commission  
[peter.lamey@novascotia.ca](mailto:peter.lamey@novascotia.ca)

**ANNEXE A****LISTE DES INTERVENANTS**

1. Association canadienne du commerce des valeurs mobilières
2. Association des banquiers canadiens
3. Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L.
4. TSX Inc. et Bourse de croissance TSX Inc.
5. Broadridge Investor Communications Corporation
6. Canadian Advocacy Council de CFA Societies Canada
7. Coalition canadienne pour une bonne gouvernance
8. Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.
9. FAIR Canada
10. Fidelity Investments Canada s.r.l.
11. Groupe consultatif des investisseurs de la CVMO
12. Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.
13. Securities Transfer Association of Canada
14. Stikeman Elliott, S.E.N.C.R.L., s.r.l.
15. Tecsyst Inc.

-2-

## RÉSUMÉ DES COMMENTAIRES ET RÉPONSES DES ACVM

Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
<b>Modèle d'accès proposé</b>	
<i>Appui général au modèle d'accès proposé</i>	
<p>Tous les intervenants expriment leur appui général à la mise en œuvre, dans le marché canadien, du modèle d'accès proposé dans le cadre des projets de modification (le <b>modèle d'accès proposé</b>). Ils soulignent qu'un certain nombre d'avantages pourraient en découler, notamment les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la familiarisation des investisseurs avec SEDAR+ en général et sa fonctionnalité de notification relative aux documents d'information continue en particulier;</li> <li>• la promotion d'un mode plus écologique de communication de l'information aux investisseurs;</li> <li>• la reconnaissance que la technologie de l'information constitue un outil important pour améliorer la rapidité, la facilité et l'efficacité de la communication avec les investisseurs;</li> <li>• la réduction du fardeau réglementaire pour tous les participants au marché et, pour les émetteurs, des économies de frais d'impression et d'envoi postal, sans entrave à la capacité des ACVM de remplir son mandat de protection des investisseurs;</li> <li>• la modernisation de la façon dont les documents sont mis à la disposition des investisseurs;</li> <li>• la facilitation de l'accès des investisseurs à l'information par voie postale ou électronique, de façon ponctuelle ou selon leurs instructions permanentes existantes;</li> <li>• le maintien de la protection des investisseurs;</li> <li>• l'instauration d'un substitut raisonnable aux obligations de transmission actuellement imposées par la législation en valeurs mobilières;</li> <li>• l'augmentation de l'efficacité grâce à la consultation des documents sous forme électronique plutôt que papier;</li> <li>• le franchissement d'une étape vers l'harmonisation avec d'autres régimes de réglementation des valeurs mobilières dans le monde, harmonisation qui facilitera les activités et l'accès à l'information en contexte transfrontalier dans les marchés des capitaux.</li> </ul>	<p>Nous remercions les intervenants de nous avoir fait part de leurs opinions.</p>
<p>Un intervenant suggère que les ACVM remplacent les obligations de transmission actuellement prévues par la législation en valeurs mobilières par le modèle d'accès proposé afin que tous les émetteurs l'utilisent.</p>	<p>Le modèle d'accès proposé n'est pas obligatoire; il revient à chaque émetteur de déterminer s'il convient à sa situation. On y établit des procédures optionnelles pouvant remplacer l'application des</p>

-3-

Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
	obligations de transmission actuellement imposées par la législation en valeurs mobilières. Par ailleurs, nous sommes conscients que des émetteurs pourraient être tenus à certaines obligations de transmission en vertu du droit des sociétés ainsi qu'à d'autres obligations applicables.
Un intervenant propose, pour éviter toute confusion, que le choix de l'émetteur de fournir l'accès électronique à ses documents d'information continue s'applique à la fois à ses documents annuels et intermédiaires.	Il est possible que des émetteurs soient tenus à certaines obligations de transmission en vertu du droit des sociétés ainsi qu'à d'autres obligations applicables, et que ces obligations diffèrent selon qu'elles visent l'information annuelle ou intermédiaire. En outre, la législation en valeurs mobilières actuelle permet aux émetteurs de suivre des procédures de transmission différentes pour les documents d'information continue annuels et intermédiaires. Le modèle d'accès proposé étant censé offrir la même souplesse aux émetteurs, il peut être appliqué aux documents annuels, aux documents intermédiaires ou aux deux, selon ce qui convient dans les circonstances.
<i>Communiqués</i>	
Trois intervenants estiment que la plupart des émetteurs préféreraient présenter les mentions exigées en vertu du modèle d'accès proposé avec d'autres informations plutôt que dans un communiqué distinct, afin de réduire le nombre de communiqués.	Nous confirmons que le modèle d'accès proposé n'exige pas un communiqué distinct et qu'il est possible de présenter les mentions requises dans un communiqué contenant d'autres informations. Nous avons éclairci ce point en ajoutant des indications dans l'instruction générale concernée.
Un intervenant évoque la possibilité que l'émetteur combine le communiqué à publier et à déposer avant de commencer à fournir l'accès électronique à ses états financiers annuels et au rapport de gestion correspondant et celui à publier et à déposer avant de commencer à fournir l'accès à ses rapports financiers intermédiaires et au rapport de gestion correspondant. Selon lui, il pourrait être utile pour nombre d'émetteurs de préciser si cette approche est permise.	Le modèle d'accès proposé se veut souple. Nous avons donc ajouté, dans l'instruction générale concernée, des indications selon lesquelles l'émetteur peut combiner ces deux communiqués.
Un intervenant avance que, s'agissant d'un petit émetteur, l'obligation devrait consister à afficher un communiqué sur son site Web et à le déposer au moyen de SEDAR+. Selon lui, pour un tel émetteur, la diffusion d'un communiqué par un	Nous sommes toujours d'avis qu'il est approprié de publier un communiqué en plus de le déposer au moyen de SEDAR+ afin d'aviser les investisseurs qu'un document est accessible électroniquement

-4-

Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
service de presse chaque trimestre, lors de la présentation des résultats financiers, pourrait s'avérer coûteuse.	et de diffuser largement cette information. Le modèle d'accès proposé n'étant pas obligatoire, il revient à chaque émetteur de déterminer s'il convient à sa situation.
Un intervenant suggère que les ACVM testent les nouveaux communiqués proposés auprès d'investisseurs individuels afin d'en vérifier la compréhensibilité.	Les communiqués servent déjà, dans certains cas précis, à fournir aux parties intéressées de l'information importante sur les activités de l'émetteur. De plus, nous avons consulté l'équipe de recherche sur les investisseurs et de sciences comportementales de la CVMO au sujet des mentions qu'il est proposé d'exiger afin de nous assurer que les communiqués sont rédigés dans un langage simple et facile à comprendre pour les investisseurs.
Un intervenant fait valoir que peu d'investisseurs individuels surveillent les communiqués et que la notification directe est probablement plus efficace pour les informer de la disponibilité des documents d'information continue.	Les communiqués servent déjà, dans certains cas précis, à fournir aux parties intéressées de l'information importante sur les activités de l'émetteur.  En outre, la fonctionnalité de notification de SEDAR+ permet aux investisseurs d'être avisés du dépôt d'un document d'information continue en temps opportun.
<i>Fonctionnalité de notification de SEDAR+</i>	
Quatre intervenants conviennent que le développement de la fonctionnalité de notification de SEDAR+, qui offre aux investisseurs un moyen facile de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisés du dépôt des documents d'information d'émetteurs spécifiques, ainsi que l'inclusion dans ces notifications d'un lien direct vers les documents marquent un réel progrès en facilitant l'accès électronique à l'information publiée par les sociétés ouvertes.	Nous remercions les intervenants de nous avoir fait part de leurs opinions.

-5-

Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
<p>Au sujet de la fonctionnalité de notification de SEDAR+, deux intervenants formulent les suggestions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• offrir cette fonctionnalité pour tous les types de documents d'information et permettre à l'utilisateur de paramétrer les notifications, en fonction de ses besoins et de ses préférences, pour chaque émetteur à l'égard duquel il est abonné;</li> <li>• accroître l'accessibilité et la convivialité de la plateforme, particulièrement pour les investisseurs âgés ou peu versés dans les technologies qui pourraient avoir du mal à s'y retrouver, et y ajouter des outils pratiques, par exemple des tableaux de bord personnalisables, de l'aide interactive (comme des agents conversationnels) en complément des foires aux questions existantes ainsi qu'une fonctionnalité mobile.</li> </ul>	<p>Nous reconnaissons que les changements suggérés pourraient être profitables aux investisseurs. Nous en évaluerons la faisabilité ultérieurement, lorsque nous nous pencherons sur les améliorations à apporter à la fonctionnalité de notification de SEDAR+.</p>
<p>Un intervenant encourage les ACVM à considérer la fonctionnalité de notification comme la première étape d'une démarche visant à faire de SEDAR+, pour les investisseurs, un guichet unique et moderne d'accès à l'information publiée par les émetteurs dans lesquels ils investissent.</p>	<p>Nous remercions l'intervenant de nous avoir fait part de son opinion.</p>
<p>Un intervenant invite les ACVM à mener une vaste campagne d'information sur SEDAR+ et son service d'abonnement.</p>	<p>Nous jugeons important de réaliser des activités de sensibilisation auprès des investisseurs afin de mieux faire connaître SEDAR+. Nous avons l'intention de tirer parti du plan de communication de SEDAR+, d'abord pour engager un dialogue avec les parties intéressées avant la mise en œuvre du modèle d'accès proposé, puis pour leur rappeler périodiquement l'existence de la fonctionnalité de notification.</p>
<i>Demande de documents et instructions permanentes</i>	
<p>Deux intervenants appuient le modèle d'accès proposé parce qu'il est toujours possible pour les investisseurs de demander des exemplaires imprimés ou de donner des instructions permanentes afin de recevoir les documents sur support papier.</p>	<p>Nous remercions les intervenants de nous avoir fait part de leurs opinions.</p>
<p>Deux intervenants sont favorables aux indications précisant que le fait pour l'émetteur d'utiliser le modèle d'accès proposé n'annule pas les instructions permanentes d'un investisseur concernant la transmission des exemplaires électroniques ou imprimés des documents en vertu du Règlement 54-101.</p>	<p>Nous remercions les intervenants de nous avoir fait part de leurs opinions.</p>

-6-

Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
<p>Un intervenant souligne que, selon les obligations de transmission actuelles, l'omission par l'actionnaire de retourner le formulaire de demande annuel entraîne l'annulation de ses instructions permanentes quant à la réception de certains documents d'information en vertu du Règlement 54-101. À son avis, ces dernières ne devraient être modifiées qu'à la demande expresse de l'actionnaire.</p>	<p>Nous prenons acte des commentaires de l'intervenant. Toutefois, le point soulevé dépasse le cadre du présent projet réglementaire.</p>
<i>Mesures préalables à l'accès électronique aux documents d'information continue</i>	
<p>Deux intervenants soutiennent l'obligation pour l'émetteur de publier et de déposer au moyen de SEDAR+ un communiqué avant de fournir l'accès électronique à ses documents d'information continue, le communiqué étant un outil essentiel et accessible lorsqu'il s'agit de présenter de l'information importante en vertu des lois sur les valeurs mobilières au Canada.</p> <p>Un intervenant suggère cependant d'y inclure un hyperlien menant au site Web de l'émetteur, à la page où figure le document ou au document d'information lui-même.</p>	<p>Nous remercions les intervenants de nous avoir fait part de leurs opinions.</p> <p>Nous reconnaissons que, même s'il est facultatif, l'ajout d'un hyperlien pourrait faciliter l'accès des actionnaires aux documents. L'émetteur peut se demander si l'ajout d'un hyperlien menant à son site Web ou à ses documents d'information déposés au moyen de SEDAR+ aiderait les actionnaires. Soulignons que certains investisseurs pourraient être réticents à cliquer sur un hyperlien s'ils y perçoivent un risque de cybersécurité. L'émetteur devrait en tenir compte dans sa décision.</p>
<p>Un intervenant ne voit pas l'intérêt d'exiger de l'émetteur qu'il publie un communiqué au moins 25 jours avant d'adopter le modèle d'accès proposé, puisque les investisseurs recevront de toute façon, pour chaque document d'information concerné, un communiqué les avisant que le document est disponible et qu'ils peuvent y accéder électroniquement ou en obtenir un exemplaire imprimé.</p>	<p>Le communiqué vise à informer au préalable les investisseurs que les documents d'information continue seront accessibles électroniquement, que la fonctionnalité de notification de SEDAR+ est disponible, qu'ils peuvent suivre la procédure expliquée pour obtenir un exemplaire électronique ou imprimé des documents et qu'ils peuvent donner des instructions permanentes.</p>
<i>Envoi d'un document distinct</i>	
<p>Trois intervenants se disent favorables aux dispositions obligeant l'émetteur à joindre un document distinct aux documents reliés aux procurations qui sont envoyés aux investisseurs ou, s'il se prévaut des procédures de notification et d'accès, à l'avis. Ils citent les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la transmission d'un document distinct (en guise de « rappel annuel ») avec les documents reliés aux procurations ou l'avis à envoyer en application des procédures de notification et d'accès signifie que les investisseurs, y compris les investisseurs autonomes, seront régulièrement invités à s'abonner pour recevoir directement des notifications électroniques</li> </ul>	<p>Nous remercions les intervenants de nous avoir fait part de leurs opinions.</p> <p>Comme nous le mentionnons plus loin, nous avons révisé le projet de modification du Règlement 51-102 afin d'offrir davantage de souplesse aux émetteurs. Nous sommes d'avis que les modifications révisées établissent un bon équilibre entre le fardeau potentiel pour les émetteurs et les avantages procurés aux investisseurs.</p>

-7-

Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
<p>les avisant de la disponibilité des documents d'information financière importants déposés au moyen de SEDAR+ en vertu de la réglementation par les émetteurs dans lesquels ils ont investi;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• malgré l'obligation d'envoyer annuellement un document distinct aux porteurs de titres, le modèle d'accès proposé se traduit dans l'ensemble par une réduction notable du fardeau administratif, des coûts et de l'empreinte carbone par rapport à la méthode traditionnelle de transmission de documents;</li> <li>• le modèle d'accès proposé augmente la probabilité que les investisseurs remarquent et examinent l'information, puisqu'il exige la présentation d'un document distinct sur une feuille dont la couleur diffère de celle des documents reliés aux procurations ou de l'avis à envoyer en application des procédures de notification et d'accès; pour bien des investisseurs, il pourrait s'agir du premier et unique avis les informant que l'émetteur utilise le modèle d'accès proposé et qu'ils peuvent s'abonner à des notifications de SEDAR+;</li> <li>• le document distinct est un moyen plus efficace d'aviser les investisseurs que le communiqué à lui seul ou l'abonnement à la fonctionnalité de notification de SEDAR+;</li> <li>• pour les émetteurs, la transmission du document distinct aux investisseurs n'entraînerait que peu ou pas de coûts supplémentaires, puisqu'elle remplacerait celle du formulaire de demande annuel et pourrait être combinée à la transmission de l'information annuelle sur les procurations;</li> <li>• retirer du modèle d'accès proposé l'obligation de présenter un document distinct ferait passer le fardeau des émetteurs (transmission de l'information) aux investisseurs (recherche de l'information).</li> </ul>	
<p>Un intervenant propose que les ACVM testent le document distinct auprès d'investisseurs individuels afin d'en vérifier la compréhensibilité.</p>	<p>Nous prenons acte du point de vue exprimé par l'intervenant.</p> <p>Nous avons revu les projets de modification de façon à ce que l'émetteur puisse inclure la mention requise dans l'un des documents reliés aux procurations (comme l'avis de convocation, le formulaire de procuration, le formulaire d'instructions de vote ou la circulaire), dans l'avis donné dans le cadre des procédures de notification et d'accès, ou encore dans un document distinct qu'il joint à l'un ou l'autre de ces documents.</p>

-8-

Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
	<p>Cependant, le contenu de la mention demeure le même en essence. Nous l'avons par ailleurs révisé afin qu'il soit plus facile à comprendre pour les investisseurs.</p> <p>Nous avons consulté l'équipe de recherche sur les investisseurs et de sciences comportementales de la CVMO au sujet de cette mention afin de nous assurer qu'elle est rédigée dans un langage simple et facile à comprendre pour les investisseurs.</p>
<p>Six intervenants s'opposent à ce que l'émetteur soit tenu de joindre un document distinct aux documents reliés aux procurations qui sont envoyés aux investisseurs ou, s'il se prévaut des procédures de notification et d'accès, à l'avis. Ils font valoir les arguments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'obligation de présenter un document distinct annule les avantages que le modèle d'accès proposé est censé apporter en ce qui a trait aux coûts, au fardeau réglementaire et à l'environnement, car on ne fait aucun gain d'efficacité en remplaçant un document existant (formulaire de demande annuel) par cet avis papier à transmettre une fois l'an;</li> <li>• rien ne justifie d'exiger l'envoi postal d'un document distinct pour chaque exercice, cette obligation imposant un fardeau administratif et environnemental inutile sans contribuer de façon significative à l'accessibilité, pour les investisseurs, des documents d'information continue dans SEDAR+ et sur le site Web de l'émetteur;</li> <li>• l'obligation de transmettre un document distinct pourrait, sans qu'on le veuille, renforcer les pratiques de transmission traditionnelles et accroître la lourdeur administrative et les coûts pour les émetteurs (préparation, impression, envoi postal), ce qui risquerait de neutraliser les gains d'efficacité attendus de la communication électronique;</li> <li>• l'envoi postal d'un document distinct n'est pas nécessaire pour aviser les investisseurs de la disponibilité des documents et va à l'encontre de l'objectif de modernisation de la façon dont ces documents sont mis à la disposition des investisseurs;</li> <li>• le modèle d'accès proposé prévoit déjà suffisamment d'obligations supplémentaires, dont celle d'afficher sur le site Web de l'émetteur, avec les documents d'information continue, de l'information qui est aussi incluse dans un communiqué;</li> </ul>	<p>Nous remercions les intervenants de nous avoir fait part de leurs opinions.</p> <p>Nous croyons toujours à l'utilité de rappeler annuellement aux investisseurs que l'émetteur utilise le modèle d'accès proposé et de leur expliquer la manière d'accéder électroniquement aux documents ou d'en obtenir des exemplaires électroniques ou imprimés.</p> <p>Cependant, à la lumière des commentaires reçus, nous avons revu le projet de modification du Règlement 51-102 afin de laisser davantage de souplesse aux émetteurs. Nous sommes d'avis que les modifications révisées établissent un bon équilibre entre le fardeau potentiel pour les émetteurs et les avantages procurés aux investisseurs. Ainsi, l'émetteur peut inclure la mention requise dans l'un des documents reliés aux procurations (comme l'avis de convocation, le formulaire de procuration, le formulaire d'instructions de vote ou la circulaire), dans l'avis donné dans le cadre des procédures de notification et d'accès, ou encore dans un document distinct qu'il joint à l'un ou l'autre de ces documents.</p>

-9-

Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
<ul style="list-style-type: none"> <li>• il semble que cette obligation vise à simplifier l'accès aux documents d'information pour le groupe restreint d'investisseurs qui ne peuvent utiliser Internet, qui n'investissent pas par l'intermédiaire d'un courtier et qui ont besoin d'un exemplaire imprimé des documents d'information continue;</li> <li>• la présentation d'un document distinct sur une feuille de couleur différente ajoute au fardeau et aux coûts des émetteurs et complique la tâche des fournisseurs de services;</li> <li>• les ACVM devraient explorer d'autres moyens plus économiques de rappeler annuellement aux investisseurs que l'émetteur utilise le modèle d'accès proposé, tels que les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- élaborer un avis standard sur feuille blanche utilisable par divers émetteurs indistinctement;</li> <li>- exiger de l'émetteur appliquant les procédures de notification et d'accès qu'il inclue la mention relative à la disponibilité des documents d'information directement dans l'avis à envoyer par la poste et qu'il mette le texte important en gras ou en souligné, s'il y a lieu;</li> <li>- inclure l'information requise dans un document existant afin d'éviter les chevauchements et de mieux aligner l'obligation sur les objectifs déclarés du modèle d'accès proposé.</li> </ul> </li> </ul>	
<i>Site Web de l'émetteur</i>	
<p>Sept intervenants adhèrent à l'obligation pour l'émetteur d'afficher les documents d'information continue sur son site Web s'il en possède un. Ils avancent les arguments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le modèle d'accès proposé oblige l'émetteur à afficher les documents d'information continue de façon bien visible sur son site, dans un endroit et sous une forme qui en facilitent l'accès;</li> <li>• il est communément admis et suffisant de rendre les documents d'information continue disponibles dans SEDAR+ et sur le site Web de l'émetteur pour donner accès à l'information continue de ce dernier;</li> <li>• on peut supposer que l'écrasante majorité des émetteurs possèdent un site Web, même s'ils n'y sont pas obligés, et qu'il s'agit de la première source que les investisseurs songent à consulter pour trouver de l'information à leur sujet;</li> </ul>	<p>Nous remercions les intervenants de nous avoir fait part de leurs opinions.</p>

-10-

Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
<ul style="list-style-type: none"> <li>grâce à SEDAR+ et au site Web de l'émetteur, les porteurs de titres peuvent accéder aux documents lorsqu'ils le souhaitent et, ainsi, obtenir aisément de l'information en temps réel, sans les délais associés à la transmission de documents imprimés.</li> </ul>	
<p>Un intervenant juge superflue l'obligation d'afficher les documents d'information continue sur le site Web de l'émetteur; une mention sur le site accompagnée d'un hyperlien menant aux documents sur SEDAR+ devrait suffire à remplir les obligations relatives à l'accès.</p>	<p>Nous sommes toujours d'avis que le site Web de l'émetteur est la première source vers laquelle les investisseurs songeront à se tourner pour trouver de l'information à son sujet. De plus, l'affichage des documents d'information continue à cet endroit – pratique que bon nombre d'émetteurs ont déjà adoptée volontairement – facilite la communication avec les investisseurs et leur procure un autre mode d'accès électronique.</p> <p>Cela dit, nous reconnaissons que des émetteurs pourraient préférer afficher sur leur site Web un hyperlien menant directement aux documents d'information continue déposés au moyen de SEDAR+ plutôt que les documents. Nous avons donc revu le projet de modification du Règlement 51-102 afin de leur offrir cette option. En outre, nous avons précisé dans l'instruction générale connexe la source qu'ils peuvent consulter pour obtenir des indications techniques sur la façon de générer un tel hyperlien.</p> <p>Soulignons que certains investisseurs pourraient être réticents à cliquer sur un hyperlien s'ils y perçoivent un risque de cybersécurité. L'émetteur devrait tenir compte de ce facteur dans sa décision de fournir un hyperlien.</p>
<i>Fin de l'accès électronique aux documents d'information continue</i>	
<p>Au sujet de l'obligation pour l'émetteur de publier et de déposer au moyen de SEDAR+ un communiqué avant de mettre fin à l'accès électronique aux documents d'information continue, trois intervenants émettent les réserves suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>il s'agit d'une obligation superflue qui devrait être supprimée, car l'émetteur qui décide de ne plus utiliser le modèle d'accès proposé est tout de même tenu, en vertu de l'article 4.6 du Règlement 51-102,</li> </ul>	<p>Nous prenons note des points de vue exprimés par les intervenants.</p> <p>Nous reconnaissons que les émetteurs qui cessent d'utiliser le modèle d'accès proposé demeurent néanmoins tenus de remplir les obligations de transmission actuellement prévues par la législation en valeurs mobilières. Par ailleurs, les investisseurs abonnés à la fonctionnalité de notification de SEDAR+ à l'égard de</p>

-11-

Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
<p>d'envoyer un formulaire de demande annuel aux porteurs de ses titres;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• peu d'investisseurs individuels consultent les communiqués.</li> </ul>	<p>leurs documents d'information continue seront avisés du dépôt de ces derniers jusqu'à ce qu'ils modifient leurs préférences d'abonnement. Nous avons donc révisé le projet de modification du Règlement 51-102 afin de supprimer cette obligation.</p>
<p>Un intervenant mentionne que les fournisseurs de services, notamment les agents des transferts, tiennent des listes des personnes physiques ayant demandé des exemplaires des documents d'information continue. Il veut savoir si les émetteurs qui cessent de fournir un accès électronique à ces documents se verront imposer des délais précis, car il faudrait éviter que, faute de liste d'envoi, ils aient à assumer des coûts supplémentaires inutiles. (L'établissement de ces listes a généralement lieu une fois l'an, dans le cadre d'une sollicitation, par l'inclusion d'un formulaire de demande dans le jeu de documents relatifs à l'assemblée annuelle envoyé aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables des titres en vertu de l'article 4.6 du Règlement 51-102. L'émetteur qui délaisse le modèle d'accès proposé avant la tenue de cette sollicitation annuelle n'aura pas de liste d'envoi à sa disposition.)</p>	<p>L'objectif étant d'offrir une solution souple, les émetteurs déterminent eux-mêmes si le modèle d'accès proposé est adapté à leur situation. Aucun délai précis ne sera imposé aux émetteurs qui mettent fin à l'accès électronique à leurs documents d'information continue.</p> <p>Il incombe à chaque émetteur d'établir des pratiques et des procédures appropriées pour être en mesure de remplir ses obligations de transmission en vertu de la législation en valeurs mobilières s'il décide de ne plus utiliser le modèle d'accès proposé pour ses documents d'information.</p>
<b>Mise en œuvre du modèle d'accès proposé pour d'autres types de documents</b>	
<p>Un intervenant approuve le choix des ACVM de ne pas appliquer le modèle d'accès proposé aux documents qui sollicitent une intervention des actionnaires, comme les documents liés aux procurations et les notes d'information relatives à une offre publique d'achat ou de rachat.</p>	<p>Nous remercions l'intervenant pour son commentaire.</p>
<p>Un intervenant invite les ACVM à mener une autre consultation publique si elles envisagent d'étendre l'application du modèle d'accès proposé aux documents qui sollicitent une intervention immédiate des actionnaires, comme les documents liés aux procurations et les notes d'information relatives à une offre publique d'achat, étant donné les répercussions possibles sur les infrastructures des marchés financiers, comme les chambres de compensation, les dépositaires centraux et d'autres intermédiaires.</p>	<p>Nous remercions l'intervenant de nous avoir fait part de son opinion. Comme lui, nous croyons qu'une autre consultation publique serait nécessaire pour déterminer l'opportunité d'étendre l'application du modèle d'accès proposé à des documents qui sollicitent une intervention immédiate des actionnaires, tels que les documents liés aux procurations et les notes d'information relatives à une offre publique d'achat ou de rachat.</p>
<p>Trois intervenants encouragent les ACVM à étendre l'application du modèle d'accès proposé à certains documents, dont les documents liés aux procurations et les notes d'information relatives à une offre publique d'achat ou de rachat.</p>	<p>Nous ne jugeons pas approprié pour le moment d'appliquer le modèle d'accès proposé aux documents liés aux procurations et aux notes d'information relatives aux offres publiques d'achat ou de rachat. S'agissant des documents liés aux procurations, les procédures de</p>

-12-

Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
	<p>notification et d'accès offrent déjà aux émetteurs une certaine souplesse. Comme nous l'avons mentionné plus haut, nous estimons qu'il faudrait d'abord mener une autre consultation publique pour déterminer l'opportunité d'élargir l'application du modèle d'accès proposé.</p>
<b>Question particulière</b>	
<p><i>Selon le modèle d'accès proposé, l'émetteur ayant déposé un document d'information continue au moyen de SEDAR+ doit, le même jour, publier et déposer un communiqué de la même façon et, s'il possède un site Web, y afficher le document. Prévoyez-vous des problèmes d'ordre pratique à suivre ces étapes le même jour? Veuillez motiver votre réponse.</i></p>	
<p>Trois intervenants ne prévoient pas que les émetteurs éprouveront des difficultés à effectuer le même jour la publication du communiqué, le dépôt au moyen de SEDAR+ et l'affichage du document sur le site Web.</p>	<p>Nous remercions les intervenants de nous avoir fait part de leurs opinions.</p>
<p>Deux intervenants reconnaissent que les émetteurs pourraient se heurter à des problèmes d'ordre pratique, notamment : <i>i)</i> des contraintes relatives aux ressources ou à l'administration; <i>ii)</i> des difficultés techniques liées à la mise à jour du site Web (p. ex., des retards ou des erreurs touchant l'affichage); <i>iii)</i> l'augmentation des coûts pour les émetteurs faisant appel à des fournisseurs externes. Par ailleurs, les défis administratifs seront vraisemblablement exacerbés pour les petits émetteurs disposant d'un personnel restreint. Ces facteurs pourraient conduire à l'exécution bâclée des processus et, de ce fait, accroître le risque d'erreurs ou d'irrégularités et créer de la confusion sur le marché.</p>	<p>Nous reconnaissons que d'éventuels problèmes d'ordre pratique, notamment des difficultés techniques et des contraintes relatives aux ressources, peuvent susciter des préoccupations légitimes chez certains émetteurs. Rappelons que le modèle d'accès proposé n'est pas obligatoire; il revient à chaque émetteur de déterminer s'il convient à sa situation. Néanmoins, comme mentionné ci-après, tout en assurant la cohérence avec les objectifs réglementaires qui sous-tendent le modèle d'accès proposé, nous avons revu le projet de modification du Règlement 51-102 afin de donner une plus grande marge de manœuvre à l'émetteur qui, après avoir déposé un document d'information continue au moyen de SEDAR+, est tenu de publier et de déposer un communiqué et d'afficher le document sur son site Web.</p>
<p>Un intervenant recommande de réviser l'obligation afin d'exiger que l'émetteur ayant déposé un document d'information continue au moyen de SEDAR+ publie le communiqué prescrit dans les 24 heures suivantes (plutôt que le même jour).</p>	<p>Nous convenons qu'un délai d'un jour civil, après le dépôt du document d'information continue au moyen de SEDAR+, pour la publication et le dépôt du communiqué prescrit procurerait davantage de souplesse aux émetteurs, tout en permettant d'aviser rapidement les investisseurs que le document est accessible électroniquement. En</p>

-13-

Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
	conséquence, nous avons révisé le projet de modification du Règlement 51-102.
<p>Un intervenant encourage les ACVM à porter attention aux problèmes d'ordre pratique cités par les émetteurs en réponse à cette question; il pourrait être bon de privilégier une approche flexible quant au délai d'affichage sur le site Web de l'émetteur afin d'éviter que celui-ci n'ait d'autre choix que de transmettre à son fournisseur de services Web, avant le dépôt du document au moyen de SEDAR+, de l'information importante encore inconnue du public.</p>	<p>L'obligation d'affichage sur le site Web de l'émetteur vise à faciliter l'accès électronique à des documents d'information continue déjà disponibles dans SEDAR+ à l'égard desquels l'émetteur a publié et déposé un communiqué. Nous avons donc révisé le projet de modification du Règlement 51-102 afin d'accorder à l'émetteur un délai de deux jours civils suivant le dépôt d'un document d'information continue au moyen de SEDAR+ pour l'affichage, sur son site Web, de ce document ou d'un hyperlien y menant directement dans SEDAR+. Nous sommes d'avis que cette souplesse accrue aidera à résoudre les problèmes d'ordre pratique que l'obligation pourrait causer aux émetteurs.</p>
Autres commentaires	
<p>Trois intervenants appellent les ACVM à réévaluer la possibilité d'exiger que l'émetteur dépose de l'information lisible par machine et structurée, en recourant par exemple aux technologies, taxonomies et normes XBRL et iXBRL, dont l'usage s'est répandu dans la plupart des marchés des capitaux des autres pays développés. Ils avancent que les données structurées comportent des avantages à la fois pour les investisseurs, les émetteurs, les organismes de réglementation et les marchés des capitaux.</p>	<p>Nous remercions les intervenants pour les suggestions. Toutefois, le point soulevé dépasse le cadre du présent projet réglementaire.</p>
<p>Un intervenant suggère d'étendre l'application du modèle d'accès proposé aux fonds d'investissement.</p>	<p>Nous remercions l'intervenant pour sa suggestion. Nous en avons fait part à nos collègues des ACVM qui sont affectés à une initiative portant sur les fonds d'investissement.</p>
<p>Un intervenant propose que les ACVM privilégient la transmission électronique, mode de communication avec les investisseurs que préfère la majorité, et en fassent la méthode de transmission par défaut. Cela permettrait de réduire l'empreinte carbone de la production et de l'envoi des documents papiers, tout en maintenant l'option d'obtenir des exemplaires imprimés.</p>	<p>Nous remercions l'intervenant pour sa suggestion.</p> <p>Plusieurs facteurs nous empêchent d'exiger la transmission électronique, dont le fait qu'elle ne satisfait pas nécessairement aux obligations de transmission prévues par d'autres corpus législatifs, par exemple ceux du droit des sociétés et du commerce électronique, qui peuvent imposer l'obtention d'un</p>

-14-

Résumé des commentaires	Réponses des ACVM
	consentement à l'égard de ce mode de transmission.
<p>Un intervenant préconise d'autres améliorations axées sur les processus et les technologies. En voici quelques exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• créer un sommaire du rapport de gestion facile à comprendre et recourir à l'étiquetage des données des documents d'information déposés;</li> <li>• utiliser les mêmes technologies et processus pour l'information continue que pour l'envoi postal des documents reliés aux procurations aux investisseurs qui en font la demande en vertu du Règlement 54-101;</li> <li>• accélérer l'adoption de la transmission électronique et la transformation numérique.</li> </ul>	<p>Nous remercions l'intervenant pour ses suggestions. Toutefois, les points soulevés dépassent le cadre du présent projet réglementaire.</p> <p>Les émetteurs conservent toute latitude dans le mode de transmission de leurs documents d'information continue. Le régime réglementaire des ACVM ne les empêche pas de choisir la transmission électronique.</p>
<p>Un intervenant recommande aux ACVM de moderniser le Règlement 54-101, notamment en intégrant le modèle d'accès proposé dans l'Annexe 54-101A1, <i>Explication et formule de réponse du client</i> afin de faire connaître SEDAR+ aux investisseurs et d'en promouvoir l'utilisation.</p>	<p>Une telle initiative pourrait certes bénéficier aux investisseurs et leur faire connaître SEDAR+, mais elle dépasse le cadre du présent projet réglementaire.</p>
<p>Un intervenant avance que, pour certains investisseurs, la recherche dans SEDAR+ n'est peut-être pas encore assez conviviale. Il suggère qu'on y apporte des améliorations importantes afin de répondre aux attentes légitimes des utilisateurs et des investisseurs, qui souhaitent avoir accès à un répertoire documentaire Web moderne.</p>	<p>Nous évaluerons la faisabilité des propositions ultérieurement, lorsque nous nous pencherons sur les améliorations à apporter à SEDAR+.</p>
<p>Un intervenant recommande de fournir des indications supplémentaires sur les liens entre le modèle d'accès proposé et les obligations de transmission spécifiques prévues par les règles du droit des sociétés.</p>	<p>Nous remercions l'intervenant pour sa suggestion. À l'article 1.3 de l'<i>Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue</i>, on précise que certains émetteurs peuvent être soumis à des règles du droit des sociétés prévoyant d'autres obligations particulières, notamment en matière de transmission.</p>

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 51-102 SUR LES OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 8°, 11° et 20°)

1. Le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (chapitre V-1.1, r. 24) est modifié par l'insertion, après l'article 4.5, des suivants :

### « 4.5.1. Accès électronique aux états financiers annuels

1) Les paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas à l'émetteur assujéti qui se conforme au paragraphe 1 de l'article 4.6 ou qui remplit les conditions prévues au paragraphe 5 de cet article.

2) L'émetteur assujéti qui, pendant la période comptable précédente, s'est conformé au paragraphe 1 de l'article 4.6 ou a rempli les conditions prévues au paragraphe 5 de cet article publie et dépose, au moins 25 jours civils avant la publication et le dépôt de celui visé au paragraphe 3, un communiqué remplissant les conditions suivantes :

a) il indique, dans son titre, que les états financiers annuels et le rapport de gestion correspondant seront accessibles au moyen de SEDAR+;

b) il comporte une mention semblable à la suivante pour l'essentiel :

#### « Accès électronique aux documents

Les états financiers annuels et le rapport de gestion annuel de [insérer le nom de l'émetteur assujéti] seront accessibles électroniquement au moyen de SEDAR+ à l'adresse [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com), site officiel pour accéder aux documents publics déposés par les émetteurs auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

#### Notifications de SEDAR+

SEDAR+ permet à toute personne de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée du dépôt des états financiers et des rapports de gestion d'un émetteur assujéti. Si vous souhaitez recevoir une notification lorsque [insérer le nom de l'émetteur assujéti] dépose ses états financiers et ses rapports de gestion au moyen de SEDAR+, vous pouvez vous abonner à l'adresse [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com). La notification inclut un lien direct vers les documents déposés.

#### Obtention d'un exemplaire des documents

Si vous détenez des titres de [insérer le nom de l'émetteur assujéti] qui ne sont pas des titres de créance, vous pouvez obtenir gratuitement un exemplaire électronique ou imprimé de ses états financiers annuels et de son rapport de gestion annuel en lui faisant parvenir votre adresse électronique ou postale à [insérer les coordonnées de l'émetteur assujéti].

#### Instructions permanentes

Si vous détenez des titres de [insérer le nom de l'émetteur assujéti] qui ne sont pas des titres de créance et que vous avez donné des instructions permanentes afin de recevoir ces documents par voie électronique ou postale conformément à la législation en valeurs mobilières, vous continuerez de les recevoir suivant ces instructions, tant qu'elles ne sont pas modifiées. ».

3) Au plus tard le jour civil suivant le dépôt, au moyen de SEDAR+, de ses états financiers annuels et du rapport de gestion correspondant conformément à l'article 4.1 ou 4.10 et à l'article 5.1, l'émetteur assujéti publie et dépose au moyen de SEDAR+ un communiqué remplissant les conditions suivantes :

a) il indique, dans son titre, que les états financiers annuels et le rapport de gestion correspondant sont accessibles au moyen de SEDAR+;

b) il comporte une mention semblable à la suivante pour l'essentiel :

**« Accès électronique aux documents**

Les états financiers annuels et le rapport de gestion annuel de [insérer le nom de l'émetteur assujéti] sont accessibles électroniquement au moyen de SEDAR+ à l'adresse [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com), site officiel pour accéder aux documents publics déposés par les émetteurs auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

**Notifications de SEDAR+**

SEDAR+ permet à toute personne de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée du dépôt des états financiers et des rapports de gestion d'un émetteur assujéti. Si vous souhaitez recevoir une notification lorsque [insérer le nom de l'émetteur assujéti] dépose ses états financiers et ses rapports de gestion au moyen de SEDAR+, vous pouvez vous abonner à l'adresse [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com). La notification inclut un lien direct vers les documents déposés.

**Obtention d'un exemplaire des documents**

Si vous détenez des titres de [insérer le nom de l'émetteur assujéti] qui ne sont pas des titres de créance, vous pouvez obtenir gratuitement un exemplaire électronique ou imprimé de ses états financiers annuels et de son rapport de gestion annuel en lui faisant parvenir votre adresse électronique ou postale à [insérer les coordonnées de l'émetteur assujéti].

**Instructions permanentes**

Si vous détenez des titres de [insérer le nom de l'émetteur assujéti] qui ne sont pas des titres de créance et que vous avez donné des instructions permanentes afin de recevoir ces documents par voie électronique ou postale conformément à la législation en valeurs mobilières, vous continuerez de les recevoir suivant ces instructions, tant qu'elles ne sont pas modifiées. ».

**« 4.5.2. Accès électronique aux rapports financiers intermédiaires**

1) Les paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas à l'émetteur assujéti qui se conforme au paragraphe 1 de l'article 4.6.

2) L'émetteur assujéti qui, pendant la période comptable précédente, s'est conformé au paragraphe 1 de l'article 4.6 publie et dépose, au moins 25 jours civils avant la publication et le dépôt de celui visé au paragraphe 3, un communiqué remplissant les conditions suivantes :

a) il indique, dans son titre, que les rapports financiers intermédiaires et les rapports de gestion correspondants seront accessibles au moyen de SEDAR+;

b) il comporte une mention semblable à la suivante pour l'essentiel :

**« Accès électronique aux documents**

Les rapports financiers intermédiaires et les rapports de gestion intermédiaires de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] seront accessibles électroniquement au moyen de SEDAR+ à l'adresse [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com), site officiel pour accéder aux documents publics déposés par les émetteurs auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

#### **Notifications de SEDAR+**

SEDAR+ permet à toute personne de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée du dépôt des états financiers et des rapports de gestion d'un émetteur assujetti. Si vous souhaitez recevoir une notification lorsque [insérer le nom de l'émetteur assujetti] dépose ses états financiers et ses rapports de gestion au moyen de SEDAR+, vous pouvez vous abonner à l'adresse [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com). La notification inclut un lien direct vers les documents déposés.

#### **Obtention d'un exemplaire des documents**

Si vous détenez des titres de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] qui ne sont pas des titres de créance, vous pouvez obtenir gratuitement un exemplaire électronique ou imprimé de ses rapports financiers intermédiaires et de ses rapports de gestion intermédiaires en lui faisant parvenir votre adresse électronique ou postale à [insérer les coordonnées de l'émetteur assujetti].

#### **Instructions permanentes**

Si vous détenez des titres de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] qui ne sont pas des titres de créance et que vous avez donné des instructions permanentes afin de recevoir ces documents par voie électronique ou postale conformément à la législation en valeurs mobilières, vous continuerez de les recevoir suivant ces instructions, tant qu'elles ne sont pas modifiées. ».

3) Au plus tard le jour civil suivant le dépôt, au moyen de SEDAR+, de son rapport financier intermédiaire et du rapport de gestion correspondant conformément à l'article 4.3 ou 4.10 et à l'article 5.1, l'émetteur assujetti publie et dépose au moyen de SEDAR+ un communiqué remplissant les conditions suivantes :

a) il indique, dans son titre, que le rapport financier intermédiaire et le rapport de gestion correspondant sont accessibles au moyen de SEDAR+;

b) il comporte une mention semblable à la suivante pour l'essentiel :

#### **« Accès électronique aux documents**

Les rapports financiers intermédiaires et les rapports de gestion intermédiaires de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] sont accessibles électroniquement au moyen de SEDAR+ à l'adresse [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com), site officiel pour accéder aux documents publics déposés par les émetteurs auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

#### **Notifications de SEDAR+**

SEDAR+ permet à toute personne de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée du dépôt des états financiers et des rapports de gestion d'un émetteur assujetti. Si vous souhaitez recevoir une notification lorsque [insérer le nom de l'émetteur assujetti] dépose ses états financiers et ses rapports de gestion au moyen de SEDAR+, vous pouvez vous abonner à l'adresse [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com). La notification inclut un lien direct vers les documents déposés.

#### **Obtention d'un exemplaire des documents**

Si vous détenez des titres de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] qui ne sont pas des titres de créance, vous pouvez obtenir gratuitement un exemplaire électronique ou imprimé de ses rapports financiers intermédiaires et de ses rapports de gestion intermédiaires en lui faisant parvenir votre adresse électronique ou postale à [insérer les coordonnées de l'émetteur assujetti].

### **Instructions permanentes**

Si vous détenez des titres de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] qui ne sont pas des titres de créance et que vous avez donné des instructions permanentes afin de recevoir ces documents par voie électronique ou postale conformément à la législation en valeurs mobilières, vous continuerez de les recevoir suivant ces instructions, tant qu'elles ne sont pas modifiées. ».

#### **« 4.5.3. Mention relative à l'accès électronique**

1) L'émetteur assujetti qui est tenu de se conformer au paragraphe 3 de l'article 4.5.1 ou 4.5.2 inclut dans l'un des documents visés au paragraphe 2 une mention semblable à la suivante pour l'essentiel :

#### **« Avis important : accès aux documents financiers**

#### **Accès électronique aux documents**

[Insérer le nom de l'émetteur assujetti] dépose ses états financiers et ses rapports de gestion au moyen de SEDAR+, site officiel pour accéder aux documents publics déposés par les émetteurs auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada, et publie et dépose ensuite un communiqué qui en annonce la disponibilité. Une fois déposés, ces documents sont accessibles électroniquement au moyen de SEDAR+ à l'adresse [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com).

Ainsi, [insérer le nom de l'émetteur assujetti] a mis fin aux mesures suivantes :

- i) envoyer annuellement aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres, à l'exception des titres de créance, un formulaire leur permettant de demander un exemplaire de ses états financiers et de son rapport de gestion;
- ii) envoyer annuellement aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres, à l'exception des titres de créance, des exemplaires de ses états financiers et de son rapport de gestion, à moins qu'ils lui en fassent la demande comme indiqué ci-après.

#### **Notifications de SEDAR+**

SEDAR+ permet à toute personne de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée du dépôt des états financiers et des rapports de gestion d'un émetteur assujetti. Si vous souhaitez recevoir une notification lorsque [insérer le nom de l'émetteur assujetti] dépose ses états financiers et ses rapports de gestion au moyen de SEDAR+, vous pouvez vous abonner à l'adresse [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com). La notification inclut un lien direct vers les documents déposés.

#### **Obtention d'un exemplaire des documents**

Si vous détenez des titres de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] qui ne sont pas des titres de créance, vous pouvez obtenir gratuitement un exemplaire électronique ou imprimé de ses états financiers et de ses rapports de gestion en lui faisant parvenir votre adresse électronique ou postale à [insérer les coordonnées de l'émetteur assujetti].

### Instructions permanentes

Si vous détenez des titres de [insérer le nom de l'émetteur assujetti] qui ne sont pas des titres de créance et que vous avez donné des instructions permanentes afin de recevoir ces documents par voie électronique ou postale conformément à la législation en valeurs mobilières, vous continuerez de les recevoir suivant ces instructions, tant qu'elles ne sont pas modifiées. ».

2) L'émetteur assujetti auquel s'applique le paragraphe 1 met en évidence, dans l'un des documents suivants, la mention qui y est prévue :

a) les documents reliés aux procurations envoyés en vertu de l'article 9.1 du présent règlement ou de l'article 2.7 du Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables de titres d'un émetteur assujetti (chapitre V-1.1, r. 29);

b) l'avis envoyé en vertu de l'article 9.1.1 du présent règlement ou de l'article 2.7.1 du Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables de titres d'un émetteur assujetti;

c) un document distinct en format lettre joint aux documents reliés aux procurations ou à l'avis visés au présent paragraphe.

#### « 4.5.4. Affichage des états financiers sur le site Web de l'émetteur assujetti

L'émetteur assujetti qui est tenu de se conformer au paragraphe 3 de l'article 4.5.1 ou 4.5.2 prend, s'il possède un site Web, les mesures suivantes :

a) au plus tard deux jours civils après le dépôt au moyen de SEDAR+ de ses états financiers annuels ou de son rapport financier intermédiaire en vertu de l'article 4.1, 4.3 ou 4.10, selon le cas, et du rapport de gestion correspondant en vertu de l'article 5.1, il affiche sur son site Web l'un des éléments suivants :

i) ses états financiers annuels ou son rapport financier intermédiaire, selon le cas, ainsi que le rapport de gestion correspondant;

ii) un hyperlien menant directement aux documents déposés au moyen de SEDAR+ qui sont visés au sous-paragraphe i);

b) il ajoute sur son site Web une mention semblable à la suivante pour l'essentiel :

#### « Avis important : accès aux documents financiers

##### Accès électronique aux documents

[Insérer le nom de l'émetteur assujetti] dépose ses états financiers et ses rapports de gestion au moyen de SEDAR+, site officiel pour accéder aux documents publics déposés par les émetteurs auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada, et publie et dépose ensuite un communiqué qui en annonce la disponibilité. Une fois déposés, ces documents sont accessibles électroniquement au moyen de SEDAR+ à l'adresse [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com).

Ainsi, [insérer le nom de l'émetteur assujetti] a mis fin aux mesures suivantes :

i) envoyer annuellement aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres, à l'exception des titres de créance, un formulaire leur permettant de demander un exemplaire de ses états financiers et de son rapport de gestion;

*ii)* envoyer annuellement aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres, à l'exception des titres de créance, des exemplaires de ses états financiers et de son rapport de gestion, à moins qu'ils lui en fassent la demande comme indiqué ci-après.

#### **Notifications de SEDAR+**

SEDAR+ permet à toute personne de s'abonner aux notifications par courriel afin d'être avisée du dépôt des états financiers et des rapports de gestion d'un émetteur assujéti. Si vous souhaitez recevoir une notification lorsque *[insérer le nom de l'émetteur assujéti]* dépose ses états financiers et ses rapports de gestion au moyen de SEDAR+, vous pouvez vous abonner à l'adresse [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com). La notification inclut un lien direct vers les documents déposés.

#### **Obtention d'un exemplaire des documents**

Si vous détenez des titres de *[insérer le nom de l'émetteur assujéti]* qui ne sont pas des titres de créance, vous pouvez obtenir gratuitement un exemplaire électronique ou imprimé de ses états financiers et de son rapport de gestion en lui faisant parvenir votre adresse électronique ou postale à *[insérer les coordonnées de l'émetteur assujéti]*.

#### **Instructions permanentes**

Si vous détenez des titres de *[insérer le nom de l'émetteur assujéti]* qui ne sont pas des titres de créance et que vous avez donné des instructions permanentes afin de recevoir ces documents par voie électronique ou postale conformément à la législation en valeurs mobilières, vous continuerez de les recevoir suivant ces instructions, tant qu'elles ne sont pas modifiées. ».

**2.** L'article 4.6 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le paragraphe 5, des suivants :

« 5.1) Le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 ne s'applique pas à l'émetteur assujéti qui se conforme à l'article 4.5.1.

« 5.2) Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 ne s'applique pas à l'émetteur assujéti qui se conforme à l'article 4.5.2. ».

#### **Date d'entrée en vigueur**

**3.** 1° Le présent règlement entre en vigueur le 22 septembre 2026.

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 22 septembre 2026.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU  
RÈGLEMENT 51-102 SUR LES OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue est modifiée par l'insertion, après l'article 3.3, des suivants :

**« 3.3.1. Accès électronique aux états financiers**

1) L'émetteur assujéti peut fournir l'accès électronique à ses états financiers annuels et au rapport de gestion correspondant, à ses rapports financiers intermédiaires et aux rapports de gestion correspondants, ou aux deux jeux de documents, y compris, le cas échéant, les états financiers visés à l'article 4.7 du règlement et le rapport de gestion correspondant.

Si seuls ses états financiers annuels et le rapport de gestion correspondant sont rendus accessibles par voie électronique, les dispositions pertinentes de l'article 4.6 du règlement continuent de s'appliquer à ses rapports financiers intermédiaires et aux rapports de gestion correspondants. Inversement, s'il n'accorde l'accès électronique qu'à ses rapports financiers intermédiaires et aux rapports de gestion correspondants, les dispositions pertinentes de l'article 4.6 continuent de s'appliquer à ses états financiers annuels et au rapport de gestion correspondant. S'il ne le fournit qu'à certains de ses rapports financiers intermédiaires et aux rapports de gestion correspondants, les dispositions pertinentes de l'article 4.6 continuent de s'appliquer non seulement à ses états financiers annuels, mais aussi à ses autres rapports financiers intermédiaires, ainsi qu'aux rapports de gestion correspondants.

Lorsque, donnant suite à l'une des mentions prévues aux articles 4.5.1 à 4.5.4 du règlement, un porteur de titres, à l'exception des titres de créance, en fait la demande, l'émetteur assujéti doit lui transmettre un exemplaire de ses états financiers et du rapport de gestion correspondant dans le délai prévu au sous-paragraphe c du paragraphe 3 de l'article 4.6 du règlement à l'adresse électronique ou postale indiquée dans la demande.

2) Les communiqués visés au paragraphe 3 des articles 4.5.1 et 4.5.2 du règlement servent à informer les porteurs de titres, à l'exception des titres de créance, que les états financiers et le rapport de gestion correspondant de l'émetteur assujéti sont accessibles au moyen de SEDAR+. Dans les cas où l'émetteur assujéti fournit l'accès électronique aux états financiers visés à l'article 4.7 ou 4.10 du règlement, il n'est pas nécessaire de mentionner le rapport de gestion correspondant dans les communiqués visés au paragraphe 3 des articles 4.5.1 et 4.5.2 du règlement.

3) La mention prévue à l'article 4.5.3 du règlement vise à rappeler annuellement aux porteurs de titres, à l'exception des titres de créance, que les états financiers et le rapport de gestion correspondant de l'émetteur assujéti sont accessibles au moyen de SEDAR+. L'émetteur assujéti peut l'inclure dans l'un des documents reliés aux procurations (comme l'avis de convocation, le formulaire de procuration, le formulaire d'instructions de vote ou la circulaire), dans l'avis donné dans le cadre des procédures de notification et d'accès, ou encore dans un document distinct qu'il joint à l'un de ces documents. Il lui est possible de l'inclure dans un seul ou dans plusieurs de ces documents à son gré. S'il choisit de l'inclure à même un document existant, il devrait la mettre en évidence de manière à capter l'attention des porteurs de titres.

4) Conformément aux articles 4.5.1 à 4.5.4 du règlement, l'émetteur assujéti doit indiquer ses coordonnées dans son communiqué, avec ses documents reliés aux procurations ou l'avis donné dans le cadre des procédures de notification et d'accès, ainsi que sur son site Web, s'il en possède un, afin que les porteurs de titres puissent demander un exemplaire de ses états financiers et du rapport de gestion correspondant. Il est invité à y inclure une adresse postale, une adresse électronique, un numéro de téléphone de même que toute autre information jugée utile pour aider les porteurs de titres à communiquer avec lui.

5) Le fait pour l'émetteur assujetti de fournir l'accès électronique à ses états financiers et au rapport de gestion correspondant en vertu de l'article 4.5.1 ou 4.5.2 du règlement n'annule pas les instructions permanentes du propriétaire véritable concernant la transmission des exemplaires électroniques ou imprimés des documents en vertu du *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti* (chapitre V-1.1, r. 29).

6) Pour se conformer à l'article 4.5.4 du règlement, l'émetteur assujetti peut choisir d'afficher sur son site Web un hyperlien menant directement à ses états financiers et au rapport de gestion correspondant déposés au moyen de SEDAR+. Afin d'obtenir des indications techniques sur la façon de générer un lien URL menant à SEDAR+, consulter le site Web [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com).

7) Dans le cas où l'émetteur assujetti affiche ses états financiers et le rapport de gestion correspondant sur son site Web conformément à l'article 4.5.4 du règlement, les documents devraient y demeurer au moins jusqu'à l'affichage de ceux de la période comptable suivante. Ainsi, les états financiers annuels et le rapport de gestion correspondant de l'exercice en cours devraient demeurer sur le site Web jusqu'à ce que ceux de l'exercice suivant y soient affichés. L'émetteur assujetti devrait également afficher la mention exigée au paragraphe *b* de l'article 4.5.4 du règlement sur la même page que ses états financiers et le rapport de gestion correspondant ou l'hyperlien menant directement à ces documents déposés au moyen de SEDAR+, et à proximité de ceux-ci.

### « 3.3.2. Préavis

1) L'émetteur assujetti qui, pendant la période comptable précédente, n'a pas fourni l'accès électronique à ses états financiers et au rapport de gestion correspondant conformément à l'article 4.5.1 ou 4.5.2 du règlement doit, au moins 25 jours civils avant la publication et le dépôt de celui visé au paragraphe 3 de l'article 4.5.1 ou 4.5.2, publier et déposer le communiqué visé au paragraphe 2 de l'une ou l'autre de ces dispositions. Nous encourageons en outre les émetteurs assujettis à évaluer s'il y a lieu d'ajouter d'autres méthodes de préavis.

2) L'émetteur assujetti peut choisir de combiner les communiqués visés au paragraphe 2 des articles 4.5.1 et 4.5.2 du règlement. Il peut aussi choisir de présenter les mentions prévues aux articles 4.5.1 et 4.5.2 dans un communiqué contenant d'autres informations. ».

2. L'article 3.5 de cette instruction générale est modifié par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 1 par le suivant :

« Sous réserve des paragraphes 5.1 et 5.2 de l'article 4.6 du règlement, le paragraphe 1 de cet article exige que l'émetteur assujetti envoie aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres, à l'exception des titres de créance, un formulaire leur permettant de demander un exemplaire imprimé des états financiers annuels et du rapport de gestion correspondant ou un exemplaire imprimé des rapports financiers intermédiaires et des rapports de gestion correspondants, ou des deux jeux de documents. ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 54-101 SUR LA  
COMMUNICATION AVEC LES PROPRIÉTAIRES VÉRITABLES DES TITRES  
D'UN ÉMETTEUR ASSUJETTI**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 4.1° et 8°)

**1.** L'article 2.7 du Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti (chapitre V-1.1, r. 29) est modifié :

1° par l'insertion, au début, de « 1) »;

2° par l'ajout, à la fin, du paragraphe suivant :

« 2) L'émetteur assujetti qui est tenu d'envoyer des documents reliés aux procurations aux propriétaires véritables de ses titres en vertu du paragraphe 1 et qui présente la mention prévue à l'article 4.5.3 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (chapitre V-1.1, r. 24) inclut cette mention dans ces documents ou dans le document distinct visé au sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 de cet article. ».

**2.** L'article 2.7.1 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le paragraphe 2, du suivant :

« 3) L'émetteur assujetti qui envoie un avis aux propriétaires véritables de ses titres en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 et qui présente la mention prévue à l'article 4.5.3 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (chapitre V-1.1, r. 24) inclut cette mention dans cet avis ou dans le document distinct visé au sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 de cet article. ».

**Date d'entrée en vigueur**

**3.** 1° Le présent règlement entre en vigueur le 22 septembre 2026.

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 22 septembre 2026.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU  
RÈGLEMENT 54-101 SUR LA COMMUNICATION AVEC LES PROPRIÉTAIRES  
VÉRITABLES DES TITRES D'UN ÉMETTEUR ASSUJETTI**

1. L'article 4.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti* est remplacé par le suivant :

**« 4.1. Formule de réponse du client**

En remplissant la formule de réponse du client prévue à la partie 3 du règlement, le propriétaire véritable donne avis de ses choix en ce qui concerne la réception de documents et la communication de renseignements sur la propriété qui le touchent. En vertu de l'article 3.4 du règlement, un propriétaire véritable peut, moyennant avis à l'intermédiaire qui détient ses titres, révoquer toute instruction antérieurement donnée dans une formule de réponse du client. Les premiers intermédiaires doivent informer leurs clients des frais et autres conséquences découlant des options prévues dans la formule de réponse du client. Sous réserve des paragraphes 5.1 et 5.2 de l'article 4.6 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (chapitre V-1.1, r. 24), l'émetteur assujetti doit, en vertu du paragraphe 1 de cet article, envoyer annuellement aux porteurs inscrits et aux propriétaires véritables de ses titres, à l'exception des titres de créance, un formulaire leur permettant de demander un exemplaire de ses états financiers et du rapport de gestion correspondant. Si le formulaire de demande est envoyé conformément au paragraphe 1 de l'article 4.6, l'omission par le propriétaire véritable de le retourner ou de demander expressément un exemplaire de ces documents à l'émetteur assujetti annulera les instructions permanentes qu'il lui a données concernant les états financiers en vertu du règlement, mais pas si l'émetteur assujetti fournit un accès électronique aux documents conformément à l'article 4.5.1 ou 4.5.2 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*. ».

**Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations and concordant regulation - Amendments and Changes to Implement an Access Model for Certain Continuous Disclosure Documents of Non-Investment Fund Reporting Issuers**

The *Autorité des marchés financiers* (the “AMF”) is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;*
- *Regulation to amend Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer.*

The AMF is also publishing in this Bulletin amended texts, in English and French, of the following Policy Statement

- *Amendments to Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer.*

In Québec, the Regulations will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulations will come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulations. The Policy Statement will be adopted as policies and will take effect concomitantly with the Regulations.

**Additional Information**

Further information is available from:

Michel Bourque  
 Director, Corporate Finance Policy  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, ext. 4466  
 Toll-free: 1 877 525-0337  
[michel.bourque@lautorite.qc.ca](mailto:michel.bourque@lautorite.qc.ca)

Charlotte Verdebout  
 Senior Policy Advisor, Corporate Finance Policy  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, ext. 4339  
 Toll-free: 1 877 525-0337  
[charlotte.verdebout@lautorite.qc.ca](mailto:charlotte.verdebout@lautorite.qc.ca)

Kristina Beauclair  
 Senior Policy Advisor, Corporate Finance Policy  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, ext. 4397  
 Toll-free: 1 877 525-0337  
[kristina.beauclair@lautorite.qc.ca](mailto:kristina.beauclair@lautorite.qc.ca)

**June 25, 2026**



Canadian Securities Administrators  
Autorités canadiennes en valeurs mobilières

## CSA Notice of Publication

### *Amendments and Changes to Implement an Access Model for Certain Continuous Disclosure Documents of Non-Investment Fund Reporting Issuers*

June 25, 2026

#### Introduction

The Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**) are publishing in final form amendments to

- *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (**Regulation 51-102**), and*
- *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer*

(collectively, the **Amendments**)

and changes to

- *Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations, and*
- *Policy Statement to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer*

(collectively, the **Changes**, and together with the Amendments, the **Final Amendments**).

Provided all necessary ministerial approvals are obtained, the Final Amendments will come into force on **September 22, 2026**.

The text of the Final Amendments is published with this notice and will also be available on websites of CSA jurisdictions, including:

[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)

[www.asc.ca](http://www.asc.ca)

[www.bcsc.bc.ca](http://www.bcsc.bc.ca)

[nssc.novascotia.ca](http://nssc.novascotia.ca)

[www.fcnb.ca](http://www.fcnb.ca)

[www.osc.ca](http://www.osc.ca)

[www.fcaa.gov.sk.ca](http://www.fcaa.gov.sk.ca)

[www.mbsecurities.ca](http://www.mbsecurities.ca)

-2-

## Substance and Purpose

The Final Amendments implement an access model (the **Access Model**) for annual financial statements, interim financial reports and related management's discussion & analysis (**MD&A**) of non-investment fund reporting issuers (**CD documents**).

The Access Model provides alternative procedures whereby electronic access may be provided to CD documents instead of following the delivery requirements currently found in securities legislation.

The Final Amendments stipulate that electronic access to a CD document has been provided if

- the issuer has filed the document on SEDAR+,
- not more than one calendar day after the filing of the document, the issuer has issued and filed a news release on SEDAR+ announcing that
  - the document is accessible electronically,
  - the SEDAR+ notification functionality is available,
  - an electronic or paper copy of the document can be obtained upon request,
  - any standing instructions to receive the document in electronic or paper form will continue to be followed, and
- not more than two calendar days after the filing of the document, if the issuer has a website, the issuer has posted on its website the document or a hyperlink that leads directly to the document filed on SEDAR+.

The SEDAR+ notification functionality allows a person to subscribe, through SEDAR+, to receive an email notification when the CD documents that they subscribed for have been filed by the issuer on SEDAR+.

In addition, the Final Amendments require the issuer to disclose how to access CD documents electronically, that the SEDAR+ notification functionality is available, how to obtain a copy of a CD document and that standing instructions can be provided. The required disclosure must be made

- in a news release before using the Access Model if, during the previous financial period, the issuer complied with subsection 4.6(1) or met the conditions in subsection 4.6(5) of Regulation 51-102,
- annually in (i) the proxy-related materials (such as its notice of meeting, form of proxy or voting instruction form or information circular), (ii) the notice under the notice-and-access model, or (iii) a separate document sent with the issuer's proxy-related materials or its notice under the notice-and-access model, and
- if applicable, on its website in the same location where the issuer posts its CD documents or a hyperlink that leads directly to the documents filed on SEDAR+.

We recognize that information technology is an important and useful tool in facilitating communication with investors. The Access Model is consistent with the general evolution of our capital markets and recognizes that investors are increasingly accessing and consuming information electronically. The Access Model will further enhance investors' awareness of the availability of CD documents and how they can access them electronically.

-3-

The Access Model does not impact an investor's ability to request CD documents in electronic or paper form. If an investor has provided standing instructions to an intermediary to receive the documents in electronic or paper form, the documents will continue to be sent based on those instructions even if the issuer has selected to provide electronic access to its documents in accordance with the Access Model.

## Background

On January 9, 2020, we published CSA Consultation Paper 51-405 *Consideration of an Access Equals Delivery Model for Non-Investment Fund Reporting Issuers*. The purpose of the consultation was to provide a forum for discussion on the appropriateness of implementing an access model in the Canadian market. We solicited views on whether an access model should be introduced, the types of documents to which the model should apply and its mechanics.

At that time, a significant majority of commenters expressed general support for implementing an access model in Canada. In light of the comments received and our analysis, we considered it appropriate to prioritize implementing an access model for prospectuses and CD documents.

On April 7, 2022, we published for comment draft amendments and draft changes to implement an access model for prospectuses and for CD documents of non-investment fund reporting issuers (the **Initial Proposals**). During the comment period, we received submissions from 29 commenters. The Initial Proposals for prospectuses were generally well received by commenters. On January 11, 2024, we published final amendments and changes implementing an access model for prospectuses. These final amendments and changes generally came into force on April 16, 2024.

However, several commenters expressed concerns about implementing the Initial Proposals for CD Documents, including potential negative effects on retail investors. Following this feedback, the CSA further considered ways to enhance the Initial Proposals from an investor protection perspective. On November 19, 2024, we republished for a second comment period draft amendments and draft changes to implement an access model for CD documents of non-investment fund reporting issuers (the **Draft Amendments**).

## Summary of Written Comments Received and Responses by the CSA

During the second comment period, we received submissions from 15 commenters, and we noted that all commenters expressed general support for the Draft Amendments. We have considered the comments received and thank all of the commenters for their input. The names of commenters and a summary of their comments, together with our responses, are contained in Annex A of this notice.

## Summary of Changes to the Draft Amendments

We made changes to the Draft Amendments after considering the comments received and the Final Amendments reflect certain of the comments and improve or clarify the requirements, including the following:

1. *Electronic access disclosure*

-4-

We revised the proposed requirement to include an annual reminder to investors that an issuer is using the Access Model in a separate document with the proxy-related materials, or if the issuer is using the notice-and-access model, with the notice, sent to investors.

The Final Amendments provide greater flexibility by allowing issuers to include the access-related disclosure (i) in an existing document among their proxy-related materials, (ii) in their notice under the notice-and-access model, (iii) or in a separate document that accompanies the issuers' proxy-related materials or its notice under the notice-and-access model.

In our view, this change strikes an appropriate balance between the potential regulatory burden or costs on issuers and benefits for investors.

## *2. Issuance and filing of a news release*

We revised the proposed requirement for issuers to issue and file their news release on SEDAR+ on the same day that they filed their CD documents on SEDAR+.

The Final Amendments allow issuers to issue and file a news release on SEDAR+ not more than one calendar day after the filing of their CD documents on SEDAR+.

We concluded that this change will provide issuers with more flexibility while still alerting investors that the documents are accessible electronically on a timely basis.

## *3. Issuer's website*

We revised the proposed requirement for an issuer that has a website to post its CD documents on its website on the same day the issuer has filed the documents on SEDAR+.

The Final Amendments provide more flexibility by allowing issuers to post their CD documents on their website not more than two calendar days after the filing of the documents on SEDAR+.

The Final Amendments also allow issuers to comply with the requirement by posting on its website a hyperlink that leads directly to the CD documents filed on SEDAR+. To assist issuers, we added guidance to clarify where to obtain technical guidance related to generating the appropriate SEDAR+ hyperlink.

## *4. Ceasing to provide electronic access to CD documents*

We removed the proposed requirement for issuers to issue and file a news release on SEDAR+ at least 25 calendar days before ceasing to use the Access Model, which was intended to provide advance notice to investors that an issuer would no longer be using the Access Model.

-5-

We think that removing this proposed requirement will not prejudice investors and will avoid creating unnecessary regulatory burden or costs on issuers.

#### 5. *News releases*

We added guidance to clarify that the Access Model does not require a stand-alone news release. An issuer may choose to combine the disclosure required under the Final Amendments along with other information disclosed in a news release.

#### 6. *Certain financial statements*

The Final Amendments allow an issuer to use the Access Model to provide electronic access to the financial statements required under section 4.10 of Regulation 51-102. We also added guidance to clarify that an issuer may use the Access Model for the financial statements required under section 4.7 of Regulation 51-102.

As we do not consider these to be material changes, we are not republishing the Final Amendments for a further comment period.

### **Local Matters**

Where applicable, an additional annex is being published in any local jurisdiction that is making related changes to local securities legislation, local notices or other policy instruments in that jurisdiction. It also includes any additional information that is relevant to that jurisdiction only.

### **Contents of Annexes**

This notice contains the following annex:

- Annex A: List of Commenters and Summary of Comments and CSA Responses

### **Questions**

Please refer your questions to any of the following:

#### **Autorité des marchés financiers**

Michel Bourque  
Director, Corporate Finance Policy  
Autorité des marchés financiers  
[michel.bourque@lautorite.qc.ca](mailto:michel.bourque@lautorite.qc.ca)

Charlotte Verdebout  
Senior Policy Advisor, Corporate Finance Policy  
Autorité des marchés financiers  
[charlotte.verdebout@lautorite.qc.ca](mailto:charlotte.verdebout@lautorite.qc.ca)

-6-

Kristina Beauclair  
Senior Policy Advisor, Corporate Finance Policy  
Autorité des marchés financiers  
[kristina.beauclair@lautorite.gc.ca](mailto:kristina.beauclair@lautorite.gc.ca)

**British Columbia Securities Commission**

Noreen Bent  
Chief, Corporate Finance Legal Services  
British Columbia Securities Commission  
[nbent@bcsc.bc.ca](mailto:nbent@bcsc.bc.ca)

Ken Chow  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance Legal Services  
British Columbia Securities Commission  
[kchow@bcsc.bc.ca](mailto:kchow@bcsc.bc.ca)

**Alberta Securities Commission**

Timothy Robson  
Manager, Legal, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
[timothy.robson@asc.ca](mailto:timothy.robson@asc.ca)

Tracy Clark  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
[tracy.clark@asc.ca](mailto:tracy.clark@asc.ca)

**Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan**

Heather Kuchuran  
Director, Corporate Finance, Securities Division  
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
[heather.kuchuran@gov.sk.ca](mailto:heather.kuchuran@gov.sk.ca)

**Manitoba Securities Commission**

Patrick Weeks  
Deputy Director, Corporate Finance  
Manitoba Securities Commission  
[patrick.weeks@gov.mb.ca](mailto:patrick.weeks@gov.mb.ca)

-7-

**Ontario Securities Commission**

Erin O'Donovan  
Associate Vice President, Corporate Finance Division  
Ontario Securities Commission  
[eodonovan@osc.ca](mailto:eodonovan@osc.ca)

Alexandra Melo  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance Division  
Ontario Securities Commission  
[amelo@osc.ca](mailto:amelo@osc.ca)

**Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick**

Ray Burke  
Manager, Corporate Finance  
Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick  
[ray.burke@fcnb.ca](mailto:ray.burke@fcnb.ca)

Moira Goodfellow  
Senior Legal Counsel  
Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick  
[moira.goodfellow@fcnb.ca](mailto:moira.goodfellow@fcnb.ca)

**Nova Scotia Securities Commission**

Peter Lamey  
Legal Analyst Corporate Finance  
Nova Scotia Securities Commission  
[peter.lamey@novascotia.ca](mailto:peter.lamey@novascotia.ca)

**ANNEX A****LIST OF COMMENTERS**

1. Borden Ladner Gervais LLP
2. Broadridge Investor Communications Corporation
3. Canadian Bankers Association
4. Canadian Coalition for Good Governance
5. Canadian Advocacy Council of CFA Societies Canada
6. Davies Ward Phillips & Vineberg LLP
7. FAIR Canada
8. Fidelity Investments Canada ULC
9. Investment Industry Association of Canada
10. OSC Investor Advisory Panel
11. Osler, Hoskin & Harcourt LLP
12. Securities Transfer Association of Canada
13. Stikeman Elliott LLP
14. Tecsys Inc.
15. TSX Inc. and TSX Venture Exchange Inc.

-2-

## SUMMARY OF COMMENTS AND CSA RESPONSES

Summarized Comments	CSA Responses
<b>Proposed Access Model</b>	
<i>Generally supportive of the Proposed Access Model</i>	
<p>All commenters expressed general support for implementing the access model proposed under the Proposed Amendments (the <b>Proposed Access Model</b>) in the Canadian market. These commenters noted a number of potential benefits, including that this model would:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• promote investors' awareness of both SEDAR+ generally and the notification functionality for CD documents;</li> <li>• promote a more environmentally friendly manner of communicating information to investors;</li> <li>• recognize information technology as an important tool to improve timely, convenient and efficient communication with investors;</li> <li>• reduce regulatory burden on all market participants and cost associated with printing and mailing documents for issuers, without impeding the ability of the CSA to fulfill its regulatory responsibility to protect investors;</li> <li>• modernize the way documents are made available to investors;</li> <li>• provide investors with easy ways to obtain information by mail or electronically, as needed, or through their existing standing instructions;</li> <li>• not compromise investor protection;</li> <li>• be a reasonable alternative to the current delivery requirements under securities legislation;</li> <li>• allow more efficient review of documents in electronic format rather than paper format;</li> <li>• represent a positive step towards greater alignment with other global securities regulatory regimes, which will serve to better facilitate cross-border capital markets activity and access information.</li> </ul>	<p>We thank the commenters for their views.</p>
<p>One commenter suggested that the CSA repeal the current delivery requirements under securities legislation so that all issuers use the Proposed Access Model.</p>	<p>The Proposed Access Model is not mandatory. Each issuer can determine whether the model is appropriate in the issuer's circumstances. The Proposed Access Model provides issuers with alternative procedures they can use instead of following the delivery</p>

-3-

Summarized Comments	CSA Responses
	requirements currently found under securities legislation. Also, we recognize that issuers may be required to comply with certain delivery requirements under corporate law and other applicable requirements to which they may be subject.
One commenter suggested that if an issuer chooses to provide electronic access to its CD documents, it should do so for both annual and interim disclosure documents to avoid confusion.	We recognize that issuers may be required to comply with certain delivery requirements under corporate law and other applicable requirements to which they may be subject and that those requirements may differ for annual and interim disclosure. Furthermore, issuers may currently use different delivery procedures for annual and interim CD documents under securities legislation. The Proposed Access Model is intended to provide the same flexibility to issuers by allowing them to use the model for one or both type(s) of documents as appropriate in the issuer's circumstances.
<i>News releases</i>	
Three commenters suggested that most issuers would prefer to include the Proposed Access Model disclosure with other information, instead of a standalone news release to minimize the number of news releases.	We confirm that the Proposed Access Model does not require a stand-alone news release and the required disclosure may be included along with other information in a news release. We added policy statement guidance to clarify this.
One commenter noted that an issuer could effectively combine the news releases required to be issued and filed before providing electronic access for the first time to its annual financial statements and related MD&A and its interim financial reports and related MD&A. The commenter suggested that it may be helpful for many issuers to add guidance clarifying the permissibility of this approach.	The Proposed Access Model is intended to provide flexibility to issuers. Therefore, we added policy statement guidance to clarify that an issuer may combine the news releases required to be issued and filed before providing electronic access for the first time to its annual financial statements and related MD&A and its interim financial reports and related MD&A.
One commenter suggested that the obligation should be to "post a news release on its website and file a news release on SEDAR+" for smaller issuers considering that the cost of issuing a news release over a news wire service every quarter when issuer releases its financial results could be expensive for smaller issuer.	We continue to think that issuing a news release, in addition to filing the news release on SEDAR+, is an appropriate way to alert investors that a document is accessible electronically and to widely disseminate information. The Proposed Access Model is not mandatory, and each

-4-

Summarized Comments	CSA Responses
	issuer can determine whether the model is appropriate in the issuer's circumstances.
One commenter suggested that the CSA should test the proposed news releases with retail investors to ensure that they will understand them.	We note that news releases are currently relied on to inform stakeholders of material information about an issuer's activities in specified circumstances. In addition, we consulted with the OSC Thought Leadership's Investor Research and Behavioural Insights team regarding the proposed disclosure to ensure the news release uses simple (plain) language and is reader-friendly for investors.
One commenter suggested that few retail investors monitor news releases and direct notification is more likely to make them aware that CD documents are available.	We note that news releases are currently relied on to inform stakeholders of material information about an issuer's activities in specified circumstances.  In addition, the SEDAR+ notification functionality allows investors to receive meaningful and timely notice when a CD document is filed on SEDAR+.
<i>SEDAR+ notification functionality</i>	
Four commenters agreed that the development of the SEDAR+ notification functionality, which enables investors to easily sign up to receive emails when disclosures from specific issuers are filed on SEDAR+, and the inclusion in the email of a direct link to the documents, is a highly positive development to facilitate electronic access to public company disclosures.	We thank the commenters for their views.

-5-

Summarized Comments	CSA Responses
<p>Two commenters suggested enhancements to the SEDAR+ notification functionality, including:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• that SEDAR+ support notifications for all types of disclosure documents and individual notification settings for each issuer for which an end-user subscribes to receive notices in order to tailor subscriptions to suit their needs and preferences;</li> <li>• to make it more intuitive and accessible, particularly for less technologically savvy or older investors who may struggle with navigating the platform. In addition to improving the platform's usability, the commenter recommends practical upgrades, such as customizable dashboards and the addition of interactive support tools like chatbots to complement the current FAQs and mobile functionality.</li> </ul>	<p>We acknowledge that these suggestions could be beneficial for investors. The CSA will assess the feasibility of the suggestions as part of future considerations about enhancements to the SEDAR+ notification functionality.</p>
<p>One commenter encouraged the CSA to view the notification functionality as the first step in making SEDAR+ a modern, one-stop platform for investors to access disclosure from the issuers in which they invest.</p>	<p>We thank the commenter for its view.</p>
<p>One commenter suggested that the CSA conduct broader educational or information campaign regarding SEDAR+ and its subscription service.</p>	<p>We think it is important to increase investor awareness of SEDAR+ through an education and outreach program. We intend to leverage the work of the SEDAR+ communication program to engage with stakeholders before implementing the Proposed Access Model and on a periodic basis to promote ongoing investor awareness about the notification functionality.</p>
<i>Request copies of documents and standing instructions</i>	
<p>Two commenters supported the Proposed Access Model considering that the delivery of paper copies remains available upon request or for the investors who provide standing instructions to receive documents in that format.</p>	<p>We thank the commenters for their views.</p>
<p>Two commenters supported the guidance that if an issuer uses the Proposed Access Model, it does not override an investor's standing instructions under Regulation 54-101 to receive the documents in paper copy or electronically.</p>	<p>We thank the commenters for their views.</p>
<p>One commenter noted that under the current delivery requirements, a shareholder's failure to return an annual request form overrides their standing instructions under Regulation 54-101 to receive certain disclosure documents. The commenter believes that a shareholder's standing</p>	<p>We acknowledge the view expressed by the commenter. However, such initiative is out of scope for this policy project.</p>

-6-

Summarized Comments	CSA Responses
instructions to receive disclosure documents should not be changed unless the shareholder expressly changes them.	
<i>Before providing electronic access to CD documents</i>	
<p>Two commenters supported the requirement to issue and file a news release on SEDAR+ before providing electronic access to CD documents given the accessibility and the importance of news releases under securities laws for disclosure of material information in Canada.</p> <p>However, 1 commenter suggested that the required press release could include a hyperlink to the issuer's website, the webpage that hosts the document or to the disclosure document itself.</p>	<p>We thank the commenters for their views. Although issuers are not required to do so, we recognize that adding a hyperlink in a news release may facilitate access to the documents for shareholders. Issuers can consider whether it would be beneficial to their shareholders to include in a news release a hyperlink to their website or to the CD documents they have filed on SEDAR+. We acknowledge that some investors may be reluctant to use a hyperlink due to perceived cybersecurity risks, so issuers may want to consider how to address this risk or perception of risk as part of their decision to include hyperlinks.</p>
<p>One commenter suggested that there is no particular merit in requiring a news release to be issued at least 25 days in advance of adoption of the Proposed Access Model by an issuer because whether advance notice is provided or not, investors will get the benefit of a news release in respect of each applicable CD document alerting them to the availability of the document and information on the ability to access electronic and print copies.</p>	<p>The news release is intended to provide advance notice to investors that CD documents will be accessible electronically, that the SEDAR+ notification functionality is available, how to obtain an electronic or paper copy of a CD document and that standing instructions can be provided.</p>
<i>Sending a separate document</i>	
<p>Three commenters supported the requirement to include a separate document with the proxy-related materials or, if the issuer is using the notice-and-access model, with the notice, sent to investors for the following reasons:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• the delivery of a separate document (as an "annual reminder") with either proxy-related materials or notice-and-access notice will ensure that investors, including "Do-It-Yourself" investors, receive a regular prompt to sign up for direct, electronic notification of the availability of important regulatory financial disclosure documents through SEDAR+ pertaining to their investments;</li> <li>• while it requires issuers to send a separate document to securityholders on an annual basis, the Proposed Access Model as a whole would still significantly reduce administrative burden, costs and carbon</li> </ul>	<p>We thank the commenters for their views. As described below, we revised the Draft Amendments to Regulation 51-102 to provide issuers with greater flexibility. In our view, the revisions strike an appropriate balance between the potential burden on issuers and benefits for investors.</p>

-7-

Summarized Comments	CSA Responses
<p>footprint associated with the traditional manner of document delivery;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• the Proposed Access Model increases the odds that investors will notice and review the information by requiring the document to be on a separate piece of paper and on a different colour sheet from the rest of the proxy-related materials or notice-and-access notice package. This document may be the first and only actual notice that many investors receive that an issuer is using the Proposed Access Model and that they can subscribe to receive notifications through SEDAR+;</li> <li>• the separate document would provide investors with more effective notice than a news release alone or by subscription to the SEDAR+ notification functionality;</li> <li>• the delivery of a separate document to investors could be provided by issuers at low or no additional delivery cost because it would replace the current annual request form and can be combined in deliveries of annual proxy information;</li> <li>• if the separate document is eliminated, the Proposed Access Model will shift the burden from issuers being obliged to deliver disclosure to investors who will be obliged to actively search for it.</li> </ul>	
<p>One commenter suggested that the CSA should test the separate document with retail investors to ensure that they will understand the information.</p>	<p>We acknowledge the view expressed by the commenter.</p> <p>We revised the Draft Amendments to now require issuers to include a statement to the same effect in an existing document among their proxy-related materials (such as, in their notice of meeting, their form of proxy or voting instruction form or their information circular) or their notice under the notice-and-access model, or to provide that statement in a separate document that would accompany the issuers' proxy-related materials or their notice under the notice-and-access model. However, the content of this disclosure remains substantially the same. We have revised the content of this disclosure to be more easily understandable and accessible to investors.</p> <p>We consulted with the OSC Thought Leadership's Investor Research and</p>

-8-

Summarized Comments	CSA Responses
	Behavioural Insights team regarding the proposed disclosure to ensure it uses simple (plain) language and is reader-friendly for investors.
<p>Six commenters did not support the requirement to include a separate document with the proxy-related materials or, if the issuer is using the notice-and-access model, with the notice, sent to investors for the following reasons:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• the separate document negates the anticipated cost, regulatory burden and environmental benefits of the Proposed Access Model as the current annual request form is being replaced with a one-page annual paper notice, no efficiency gains are achieved by the substitution of one for the other;</li> <li>• there is no reason to require an issuer to mail a separate document each reporting year, as this requirement is an unnecessary procedural and environmental burden that does not meaningfully contribute to investor availability of CD documents on SEDAR+ and the issuer's website;</li> <li>• the separate document could inadvertently reinforce traditional delivery practices, leading to additional administrative and financial strain on issuers, including the preparation, printing, and mailing of such documents, which could potentially undo the efficiencies of electronic dissemination;</li> <li>• requiring a separate document mailing runs counter to the objective of modernizing the way documents are made available to investors and is not necessary to alert investors of the availability of documents;</li> <li>• the Proposed Access Model establishes sufficient additional requirements, namely an obligation to replicate and post the information on the issuer's website, together with the CD documents, and in a news release;</li> <li>• the objective seems to be to simplify the process of accessing disclosure documents for the distinct and small group of investors who lack internet access, do not invest through a broker and require copies of CD documents;</li> <li>• the separate document to be printed on differently coloured paper imposes further burdens and will result in increased expenses for the issuer, as well as added complexities for service providers;</li> </ul>	<p>We thank the commenters for their views. We continue to think that it would be useful to have an annual reminder sent to investors that the issuer is using the Proposed Access Model and to describe how investors can access the documents electronically or obtain copies of the documents in electronic or paper form. However, in light of the feedback received, we revised this requirement under the Draft Amendments to Regulation 51-102 to provide issuers with greater flexibility. In our view, the revisions strike an appropriate balance between the potential burden on issuers and benefits for investors. Issuers are now required to include a statement to the same effect in an existing document among their proxy-related materials (such as, in their notice of meeting, their form of proxy or voting instruction form or their information circular) or their notice under the notice-and-access model, or to provide that statement in a separate document that would accompany the issuers' proxy-related materials or their notice under the notice-and-access model.</p>

-9-

Summarized Comments	CSA Responses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• the CSA should explore alternative cost-effective solutions of annually informing investors of the Proposed Access Model, such as:               <ul style="list-style-type: none"> <li>- the development of a standardized notice on white paper that can be utilized interchangeably by various issuers;</li> <li>- when utilizing the notice-and-access model, requiring issuers to incorporate the language regarding the availability of the CD documents directly into the text of the notice included in the mailing, with appropriate bolding or underlining of important text;</li> <li>- including the required information as part of an existing document would reduce duplicative efforts and better align with the Proposed Access Model's stated goals.</li> </ul> </li> </ul>	
<i>Issuer's website</i>	
<p>Seven commenters supported the requirement for issuers that have a website to post the CD document on their website for the following reasons:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• the Proposed Access Model includes a requirement for issuers to post disclosure documents prominently on their website in an easily accessible format and location;</li> <li>• the availability of continuous disclosure documents on SEDAR+ and the issuers' websites is a widely accepted fact and is sufficient for the purposes of enabling access to an issuer's continuous disclosure;</li> <li>• while having a website is not mandatory under the Proposed Access Model, it is safe to assume that the overwhelming majority of issuers have one and it is the most intuitive place for investors to look for information about an issuer;</li> <li>• by leveraging SEDAR+ and issuer websites, securityholders can access documents on-demand, reducing delays associated with physical delivery and ensuring they are well-informed in real-time and in a convenient manner.</li> </ul>	We thank the commenters for their views.
One commenter was concerned that requiring the posting of the continuous disclosure document on the issuer's website is superfluous and that a reference to the document on the issuer's website with a link to the issuer's filings on SEDAR+ should be sufficient to satisfy the access requirements.	We continue to think that the most intuitive place for investors to look for information about an issuer is the issuer's website. Also, we think that posting CD documents on the issuer's website, as many issuers

-10-

Summarized Comments	CSA Responses
	<p>voluntarily do today, would help further facilitate investor engagement and provide alternatives for investors to electronically access an issuer's CD documents.</p> <p>However, we recognize that an issuer may prefer to post on its website a hyperlink that leads directly to the CD document filed on SEDAR+ rather than uploading the CD document on its website. We revised the Draft Amendments to Regulation 51-102 to provide for this option and we added policy statement guidance to clarify where to obtain technical guidance related to generating the appropriate SEDAR+ hyperlink to be used for that purpose if issuers choose to use this approach.</p> <p>We acknowledge that some investors may be reluctant to use a hyperlink due to perceived cybersecurity risks, so issuers may want to consider how to address this risk or perception of risk as part of their decision to include hyperlinks.</p>
<i>Ceasing to provide electronic access to CD documents</i>	
<p>Three commenters raised the following concerns about the requirement that an issuer issue and file a news release on SEDAR+ before ceasing to provide electronic access to CD documents:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• the requirement is unnecessary and should be removed because if an issuer elects to opt-out of the Proposed Access Model, it will nonetheless be required to comply with section 4.6 of Regulation 51-102 and deliver an annual request form to security holders;</li> <li>• few retail investors monitor news releases.</li> </ul>	<p>We acknowledge the views expressed by the commenters.</p> <p>We recognize that if an issuer decides to cease using the Proposed Access Model, the issuer will remain subject to the delivery requirements currently found under securities legislation. In addition, investors who subscribed to the SEDAR+ notification functionality for the CD documents of an issuer that ceased using the Proposed Access Model will continue receiving notifications upon filing of the CD documents until the investor changes their subscription preferences. On this basis, we revised the Draft Amendments to Regulation 51-102 to remove such requirement.</p>
<p>One commenter mentioned that service providers, including transfer agents, maintain lists of individuals who have requested copies of CD documents. The commenter seeks clarification on whether specific timelines will be established for issuers to cease providing electronic access to CD</p>	<p>The Proposed Access Model is intended to provide flexibility by allowing issuers to decide whether the model is appropriate in the issuer's circumstances. No specific timelines will be established for issuers to</p>

-11-

Summarized Comments	CSA Responses
documents to ensure that unnecessary costs are not imposed on issuers due to the absence of a mailing list. (These lists are typically compiled annually through solicitation by including a request form with the annual meeting package sent to registered and beneficial owners of securities, in accordance with Section 4.6 of Regulation 51-102. If an issuer decides to discontinue the distribution of CD documents through the Proposed Access Model, the annual solicitation may not have occurred, resulting in the absence of a mailing list).	cease providing electronic access to CD documents. We note that the responsibility remains with issuers to establish appropriate practices and procedures to ensure the issuer is in a position to comply with the delivery requirements under securities legislation if it decides to cease using the Proposed Access Model for CD documents.
<b>Implementing the Proposed Access Model for other types of documents</b>	
One commenter agreed with the CSA approach to not implement the Proposed Access Model for documents such as proxy-related materials, and take-over bid or issuer bid circulars that require shareholders to take action.	We thank the commenter for its view.
One commenter suggested that should the CSA seek to expand the Proposed Access Model to include documents that require immediate shareholder action, such as proxy-related materials and take-over bid circulars, further public consultation prior to such a proposal would be warranted, given the impact such model may have on financial markets infrastructures, including clearing agencies, central securities depositories, and other intermediaries.	We thank the commenter for its view. We agree that further public consultation would be required to determine whether it would be appropriate to expand the Proposed Access Model to documents that require immediate shareholder action, such as proxy-related materials and takeover bid and issuer bid circulars.
Three commenters encouraged the CSA to extend the Proposed Access Model for certain documents, including proxy-related materials and take-over bid and issuer bid circulars.	We are of the view that it is not appropriate, at this time, to extend the Proposed Access Model to proxy-related materials and takeover bid and issuer bid circulars. We note that notice-and-access is already available for proxy-related materials, which currently provides issuers with some flexibility. As mentioned above, we think that further public consultation would be required to determine the appropriateness of expanding the Proposed Access Model.
<b>Specific question</b>	
<i>Under the Proposed Access Model, an issuer that has filed a CD document on SEDAR+ must, on the same day, issue and file a news release on SEDAR+ and, if the issuer has a website, post the document on its website. Do you anticipate any practical issues with having to complete these steps on the same day? Please explain.</i>	
Three commenters mentioned that they did not anticipate issues with the same-day issuance of a news release, SEDAR+ filing, and website posting of the documents for issuers.	We thank the commenters for their views.
Two commenters recognized that issuers may face practical challenges, including: (i) resource and administrative	We recognize that potential practical issues, including technical issues and

-12-

Summarized Comments	CSA Responses
<p>constraints; (ii) technical issues with website updates, such as delays or errors in posting; and (iii) increased costs for those relying on external services. Furthermore, smaller issuers with limited internal teams are likely to face additional administrative challenges. These factors could result in rushed processes, increasing the risk of errors or discrepancies, and potentially causing confusion in the market.</p>	<p>resource constraints, may pose valid concerns for some issuers. The Proposed Access Model is not mandatory, and each issuer can determine whether the model is appropriate in the issuer's circumstances. However, as described below, we revised the Draft Amendments to Regulation 51-102 to provide issuers with greater flexibility to comply with the requirements to issue and file a news release and to post the CD documents on their website after their filing on SEDAR+, while still aligning with the policy outcomes intended under the Proposed Access Model.</p>
<p>One commenter suggested that the requirement be revised so that the prescribed news release be published within 24 hours (rather than on the same day) of the day on which the relevant CD Documents are filed on SEDAR+.</p>	<p>We recognize that allowing issuers to issue and file the prescribed news release within one calendar day of the filing of their CD documents on SEDAR+ would provide them with greater flexibility while still alerting investors that a document is accessible electronically on a timely basis. We revised the Draft Amendments to Regulation 51-102 accordingly.</p>
<p>One commenter encouraged the CSA to listen to practical concerns raised by issuers in response to this question since it can envision that some degree of flexibility on timing for posting on the website following the filing on SEDAR+ may be preferred to ensure that issuers are not required to share material, non-public information with any third party website service providers prior to the filing on SEDAR+ becoming public.</p>	<p>The requirement to post the CD documents on the issuer's website is intended to further facilitate electronic access to documents that are otherwise already available on SEDAR+ and for which a news release has already been issued and filed. Therefore, we revised the Draft Amendments to Regulation 51-102 to allow issuers to post the CD documents, or a hyperlink that leads directly to the CD documents filed on SEDAR+, on their website within two calendar days of the filing of the CD documents on SEDAR+. We think this increased flexibility will help address practical issues that issuers may encounter in connection with this requirement.</p>

-13-

Summarized Comments	CSA Responses
<b>Other comments</b>	
<p>Three commenters suggested that the CSA revisit the importance of requiring filing of machine-readable formats and structured disclosure information, such as using XBRL and iXBRL technologies, taxonomies, and standards and the substantial adoption of these technologies by most other developed capital markets jurisdictions around the world since structured data provides benefits to investors, issuers, regulators and capital markets.</p>	<p>We thank the commenters for their suggestions. However, such initiatives are out of scope for this policy project.</p>
<p>One commenter suggested to extend the Proposed Access Model to investment funds.</p>	<p>We thank the commenter for its suggestion, which was shared with our CSA colleagues working on an initiative relating to investment funds.</p>
<p>One commenter proposed that the CSA prioritize switching to electronic delivery as the default method of communication with investors to respond to the preferences of the majority while still providing individuals the option to choose access to paper documents and decrease the carbon footprint associated with the current production and distribution of paper documents.</p>	<p>We thank the commenter for its suggestion.</p> <p>There are challenges associated with mandating electronic delivery, including whether electronic delivery can be used to satisfy document delivery requirements under other legislation, such as corporate law and electronic commerce legislation, where consent to electronic delivery may be required.</p>
<p>One commenter suggested some further enhancements from a process and technological standpoint, such as:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• the creation of understandable MD&amp;A summary disclosures and use of data tagging in disclosure filings;</li> <li>• the use of the same technology and process for continuous disclosure as the ones that support the mailing of proxy-related materials to investors who request them pursuant to Regulation 54-101;</li> <li>• a greater adoption of electronic delivery and digital transformation.</li> </ul>	<p>We thank the commenter for its suggestions. However, such initiatives are out of scope for this policy project.</p> <p>Issuers continue to have flexibility in the methods that they deliver CD documents and the CSA regulatory regime does not impose limits on doing so electronically.</p>
<p>One commenter suggested that the CSA should enhance and modernize Regulation 54-101, including integrating the Proposed Access Model into Form 54-101F1 <i>Explanation to Clients and Client Response Form</i> to promote investor knowledge about SEDAR+ and encourage its use more broadly.</p>	<p>We acknowledge that such initiative could be beneficial for investors and increase their awareness of SEDAR+. However, such initiative is out of scope for this policy project.</p>
<p>One commenter suggested that SEDAR+ may still be challenging for certain investors to navigate searches through the system and material improvements could be made to meet user's and investor's reasonable expectations of a modern web-based documents repository.</p>	<p>The CSA will assess the feasibility of the suggestions as part of future considerations about enhancements to SEDAR+.</p>

-14-

Summarized Comments	CSA Responses
One commenter suggested that additional guidance should be provided with respect to the interaction between the Proposed Access Model and the delivery requirements under corporate law, which contain specific delivery requirements.	We thank the commenter for its suggestions. We note that general guidance is provided in section 1.3 of the <i>Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations</i> that clarifies that certain issuers may be subject to additional requirements under corporate law, including specific delivery requirements.

## REGULATION TO AMEND REGULATION 51-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE OBLIGATIONS

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11) and (20))

1. Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (chapter V-1.1, r. 24) is amended by inserting, after section 4.5, the following:

### “4.5.1. Electronic Access to Annual Financial Statements

(1) Subsections (2) and (3) do not apply to a reporting issuer that complies with subsection 4.6(1) or meets the conditions in subsection 4.6(5).

(2) If, during the previous financial period, a reporting issuer complied with subsection 4.6(1) or met the conditions in subsection 4.6(5), the reporting issuer must, at least 25 calendar days before it issues and files the news release referred to in subsection (3), issue and file a news release that states

(a) in the title that the annual financial statements and MD&A relating to the annual financial statements will be accessible through SEDAR+, and

(b) substantially the following:

#### “Electronic access to documents

*[Insert name of reporting issuer]*'s annual financial statements and annual MD&A will be accessible electronically on SEDAR+ at [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com), the official site to access public documents filed by issuers with Canadian securities regulators.

#### SEDAR+ notifications

SEDAR+ allows a person to sign up to receive email notifications of a reporting issuer's financial statement and MD&A filings. If you would like to be notified when *[insert name of reporting issuer]* files its financial statements and MD&A on SEDAR+, you can sign up to receive email notifications at [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com). The notification includes a direct link to those documents.

#### Obtaining a copy of the documents

If you hold securities of *[insert name of reporting issuer]* that are not debt instruments, you can obtain from *[insert name of reporting issuer]*, without charge, an electronic or paper copy of its annual financial statements and annual MD&A by providing your email address or mailing address to *[insert contact information for reporting issuer]*.

#### Standing instructions

If you hold securities of *[insert name of reporting issuer]* that are not debt instruments and have provided standing instructions to receive those documents electronically or by mail in accordance with securities legislation, those documents will continue to be sent to you based on your instructions until you change them.”.

(3) A reporting issuer must, not more than one calendar day after the filing on SEDAR+ of its annual financial statements and MD&A relating to the annual financial statements under section 4.1 or 4.10 and section 5.1, issue and file a news release on SEDAR+ that states

(a) in the title that the annual financial statements and MD&A relating to the annual financial statements are accessible through SEDAR+, and

(b) substantially the following:

**“Electronic access to documents**

[*Insert name of reporting issuer*]'s annual financial statements and annual MD&A can be accessed electronically on SEDAR+ at [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com), the official site to access public documents filed by issuers with Canadian securities regulators.

**SEDAR+ notifications**

SEDAR+ allows a person to sign up to receive email notifications of a reporting issuer's financial statement and MD&A filings. If you would like to be notified when [*insert name of reporting issuer*] files its financial statements and MD&A on SEDAR+, you can sign up to receive email notifications at [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com). The notification includes a direct link to those documents.

**Obtaining a copy of the documents**

If you hold securities of [*insert name of reporting issuer*] that are not debt instruments, you can obtain from [*insert name of reporting issuer*], without charge, an electronic or paper copy of its annual financial statements and annual MD&A by providing your email address or mailing address to [*insert contact information for reporting issuer*].

**Standing instructions**

If you hold securities of [*insert name of reporting issuer*] that are not debt instruments and have provided standing instructions to receive those documents electronically or by mail in accordance with securities legislation, those documents will continue to be sent to you based on your instructions until you change them.”.

**“4.5.2. Electronic Access to Interim Financial Reports**

(1) Subsections (2) and (3) do not apply to a reporting issuer that complies with subsection 4.6(1).

(2) If, during the previous financial period, a reporting issuer complied with subsection 4.6(1), the reporting issuer must, at least 25 calendar days before it issues and files the news release referred to in subsection (3), issue and file a news release that states

(a) in the title that the interim financial reports and MD&A relating to the interim financial reports will be accessible through SEDAR+, and

(b) substantially the following:

**“Electronic access to documents**

[*Insert name of reporting issuer*]'s interim financial reports and interim MD&A will be accessible electronically on SEDAR+ at [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com), the official site to access public documents filed by issuers with Canadian securities regulators.

**SEDAR+ notifications**

SEDAR+ allows a person to sign up to receive email notifications of a reporting issuer's financial statement and MD&A filings. If you would like to be notified when [*insert name of reporting issuer*] files its financial statements and MD&A

on SEDAR+, you can sign up to receive email notifications at [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com). The notification includes a direct link to those documents.

#### **Obtaining a copy of the documents**

If you hold securities of *[insert name of reporting issuer]* that are not debt instruments, you can obtain from *[insert name of reporting issuer]*, without charge, an electronic or paper copy of its interim financial reports and interim MD&A by providing your email address or mailing address to *[insert contact information for reporting issuer]*.

#### **Standing instructions**

If you hold securities of *[insert name of reporting issuer]* that are not debt instruments and have provided standing instructions to receive those documents electronically or by mail in accordance with securities legislation, those documents will continue to be sent to you based on your instructions until you change them.”.

(3) A reporting issuer must, not more than one calendar day after the filing on SEDAR+ of its interim financial report and MD&A relating to the interim financial report under section 4.3 or 4.10 and section 5.1, issue and file a news release on SEDAR+ that states

(a) in the title that the interim financial report and MD&A relating to the interim financial report are accessible through SEDAR+, and

(b) substantially the following:

#### **“Electronic access to documents**

*[Insert name of reporting issuer]*’s interim financial reports and interim MD&A can be accessed electronically on SEDAR+ at [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com), the official site to access public documents filed by issuers with Canadian securities regulators.

#### **SEDAR+ notifications**

SEDAR+ allows a person to sign up to receive email notifications of a reporting issuer’s financial statement and MD&A filings. If you would like to be notified when *[insert name of reporting issuer]* files its financial statements and MD&A on SEDAR+, you can sign up to receive email notifications at [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com). The notification includes a direct link to those documents.

#### **Obtaining a copy of the documents**

If you hold securities of *[insert name of reporting issuer]* that are not debt instruments, you can obtain from *[insert name of reporting issuer]*, without charge, an electronic or paper copy of its interim financial reports and interim MD&A by providing your email address or mailing address to *[insert contact information for reporting issuer]*.

#### **Standing instructions**

If you hold securities of *[insert name of reporting issuer]* that are not debt instruments and have provided standing instructions to receive those documents electronically or by mail in accordance with securities legislation, those documents will continue to be sent to you based on your instructions until you change them.”.

#### **“4.5.3. Electronic Access Disclosure**

(1) A reporting issuer that is required to comply with subsection 4.5.1(3) or 4.5.2(3) must include, in a document referred to in subsection (2), a statement that is substantially similar to the following:

## “Important Notice: Accessing Financial Documents

### Electronic access to documents

[*Insert name of reporting issuer*] files its financial statements and MD&A on SEDAR+, the official site to access public documents filed by issuers with Canadian securities regulators, and subsequently issues and files a news release to announce the accessibility of the financial statements and MD&A. Once filed, those documents can be accessed electronically on SEDAR+ at [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com).

As a result, [*insert name of reporting issuer*] no longer

(i) annually sends a request form to the registered holders and beneficial owners of its securities, other than holders of debt instruments, that they may use to request a copy of [*insert name of reporting issuer*]’s financial statements and MD&A, or

(ii) annually sends copies of the financial statements and MD&A to the registered holders and beneficial owners of its securities, other than holders of debt instruments, unless requested as set out below.

### SEDAR+ notifications

SEDAR+ allows a person to sign up to receive email notifications of a reporting issuer’s financial statement and MD&A filings. If you would like to be notified when [*insert name of reporting issuer*] files its financial statements and MD&A on SEDAR+, you can sign up to receive email notifications at [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com). The notification includes a direct link to those documents.

### Obtaining a copy of the documents

If you hold securities of [*insert name of reporting issuer*] that are not debt instruments, you can obtain from [*insert name of reporting issuer*], without charge, an electronic or paper copy of its financial statements and MD&A by providing your email address or mailing address to [*insert contact information for reporting issuer*].

### Standing instructions

If you hold securities of [*insert name of reporting issuer*] that are not debt instruments and have provided standing instructions to receive those documents electronically or by mail in accordance with securities legislation, those documents will continue to be sent to you based on your instructions until you change them.”.

(2) A reporting issuer to which subsection (1) applies must prominently disclose the statement referred to in that subsection in any of the following:

(a) proxy-related materials sent under section 9.1 of this Regulation or section 2.7 of Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer (V-1.1, r. 29);

(b) a notice sent under section 9.1.1 of this Regulation or section 2.7.1 of Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer; or

(c) a separate letter-sized document included with the proxy-related materials or notice referred to in this subsection.

#### “4.5.4. Posting Financial Statements on Reporting Issuer’s Website

A reporting issuer that is required to comply with subsection 4.5.1(3) or 4.5.2(3) must, if the reporting issuer has a website,

(a) not more than 2 calendar days after the filing on SEDAR+ of its annual financial statements and MD&A relating to the annual financial statements under section 4.1 or 4.10 and section 5.1, or of its interim financial report and MD&A relating to the interim financial report under section 4.3 or 4.10 and section 5.1, post on its website,

(i) its annual financial statements and MD&A relating to the annual financial statements or its interim financial report and MD&A relating to the interim financial report, as applicable, or

(ii) a hyperlink that leads directly to the documents referred to in subparagraph (i) filed on SEDAR+, and

(b) include on its website a statement that is substantially similar to the following:

**“Important Notice: Accessing Financial Documents**

**Electronic access to documents**

*[Insert name of reporting issuer]* files its financial statements and MD&A on SEDAR+, the official site to access public documents filed by issuers with Canadian securities regulators, and subsequently issues and files a news release to announce the accessibility of the financial statements and MD&A. Once filed, those documents can be accessed electronically on SEDAR+ at [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com).

As a result, *[insert name of reporting issuer]* no longer

(i) annually sends a request form to the registered holders and beneficial owners of its securities, other than holders of debt instruments, that they may use to request a copy of *[insert name of reporting issuer]*'s financial statements and MD&A, or

(ii) annually sends copies of the financial statements and MD&A to the registered holders and beneficial owners of its securities, other than holders of debt instruments, unless requested as set out below.

**SEDAR+ notifications**

SEDAR+ allows a person to sign up to receive email notifications of a reporting issuer's financial statement and MD&A filings. If you would like to be notified when *[insert name of reporting issuer]* files its financial statements and MD&A on SEDAR+, you can sign up to receive email notifications at [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com). The notification includes a direct link to those documents.

**Obtaining a copy of the documents**

If you hold securities of *[insert name of reporting issuer]* that are not debt instruments, you can obtain from *[insert name of reporting issuer]*, without charge, an electronic or paper copy of its financial statements and MD&A by providing your email address or mailing address to *[insert contact information for reporting issuer]*.

**Standing instructions**

If you hold securities of *[insert name of reporting issuer]* that are not debt instruments and have provided standing instructions to receive those documents electronically or by mail in accordance with securities legislation, those documents will continue to be sent to you based on your instructions until you change them.”.

2. Section 4.6 of the Regulation is amended by inserting, after paragraph (5), the following:

“(5.1) Paragraph (1)(a) does not apply to a reporting issuer that complies with section 4.5.1.

“(5.2) Paragraph (1)(b) does not apply to a reporting issuer that complies with section 4.5.2.”.

**Effective date**

3. (1) This Regulation comes into force on 22 September 2026.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after 22 September 2026, this Regulation come into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

**CHANGES TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 51-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE OBLIGATIONS**

1. *Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* is changed by inserting, after section 3.3, the following:

**“3.3.1. Electronic access to financial statements**

(1) A reporting issuer may provide electronic access to its annual financial statements and related MD&A, interim financial reports and related MD&A, or both, including financial statements required by section 4.7 of the Regulation and related MD&A, as applicable.

If a reporting issuer provides electronic access to its annual financial statements and related MD&A only, the relevant provisions of section 4.6 of the Regulation continue to apply to the reporting issuer's interim financial reports and related MD&A. If a reporting issuer provides electronic access to its interim financial reports and related MD&A only, the relevant provisions of section 4.6 of the Regulation continue to apply to the reporting issuer's annual financial statements and related MD&A. If a reporting issuer provides electronic access to some of its interim financial reports and related MD&A only, the relevant provisions of section 4.6 of the Regulation continue to apply to the reporting issuer's annual financial statements and other interim financial reports and their related MD&A.

If a securityholder, other than a holder of debt instruments, requests a copy of the financial statements and related MD&A further to the statement required under sections 4.5.1 to 4.5.4 of the Regulation, the reporting issuer must send a copy of the document requested to the securityholder at the email address or address specified in the request by the delivery deadline set out in paragraph 4.6(3)(c) of the Regulation.

(2) The news releases required by subsections 4.5.1(3) and 4.5.2(3) of the Regulation are intended to inform securityholders, other than holders of debt instruments, that a reporting issuer's financial statements and related MD&A are accessible through SEDAR+. If the reporting issuer is providing electronic access to financial statements required under sections 4.7 or 4.10 of the Regulation, the news release required by subsections 4.5.1(3) and 4.5.2(3) of the Regulation does not need to refer to MD&A related to the financial statements.

(3) The statement required by section 4.5.3 of the Regulation is intended to serve as an annual reminder to securityholders, other than holders of debt instruments, that the reporting issuer's financial statements and related MD&A are accessible through SEDAR+. A reporting issuer may choose to include that statement in an existing document among its proxy-related materials (such as, in its notice of meeting, its form of proxy or voting instruction form or its information circular) or its notice under the notice-and-access model, or provide that statement in a separate document that would accompany the issuer's proxy-related materials or its notice under the notice-and-access model. A reporting issuer may at its discretion include that statement in one or more documents referred to above. If the reporting issuer chooses to include the required statement in an existing document, the statement should be included in a prominent location that would attract the attention of securityholders.

(4) Sections 4.5.1 to 4.5.4 of the Regulation require a reporting issuer to provide contact information in its news releases, with its proxy-related materials or its notice under the notice-and-access model and on its website, if the reporting issuer has a website, so that a securityholder can request a copy of the reporting issuer's financial statements and related MD&A. We encourage reporting issuers to consider including a physical address, email address and telephone number as their contact information, along with any other contact information the reporting issuer considers would aid a securityholder in contacting the reporting issuer.

(5) When a reporting issuer provides electronic access to its financial statements and related MD&A under section 4.5.1 or 4.5.2 of the Regulation, this will not override the beneficial owner's standing instructions to receive the documents in electronic or paper form provided under *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* (chapter V-1.1, r. 29).

(6) In order to comply with section 4.5.4 of the Regulation, a reporting issuer may choose to post on its website a hyperlink that leads directly to its financial statements and related MD&A filed on SEDAR+. Please visit [www.sedarplus.com](http://www.sedarplus.com) for technical guidance related to generating URL links on SEDAR+.

(7) When a reporting issuer posts its financial statements and related MD&A on its website under section 4.5.4 of the Regulation, the documents should remain posted at least until the documents for the next financial period are posted on the reporting issuer's website. For example, the annual financial statements and related MD&A for the current financial year should remain posted until the annual financial statements and related MD&A for the next financial year are posted on the reporting issuer's website. Also, the reporting issuer should post the statement required under paragraph 4.5.4(b) of the Regulation on the same webpage and in proximity to where its financial statements and related MD&A, or the hyperlink that leads directly to those documents filed on SEDAR+, are posted.

### **“3.3.2. Advance notification**

(1) If, during the previous financial period, a reporting issuer was not providing electronic access to its financial statements and related MD&A under section 4.5.1 or 4.5.2 of the Regulation, the reporting issuer must issue and file a news release under subsection 4.5.1(2) or 4.5.2(2) of the Regulation at least 25 calendar days before issuing and filing a news release under subsection 4.5.1(3) or subsection 4.5.2(3) of the Regulation. We also encourage reporting issuers to consider whether additional methods of advance notification may be appropriate.

(2) A reporting issuer may choose to combine the news releases required under subsections 4.5.1(2) and 4.5.2(2) of the Regulation. A reporting issuer may also choose to include the disclosure required under sections 4.5.1 and 4.5.2 of the Regulation along with other information disclosed in a news release.”.

**2.** Section 3.5 of the Policy Statement is changed by replacing the first paragraph of paragraph (1) by the following:

“Subject to subsections 4.6(5.1) and 4.6(5.2) of the Regulation, subsection 4.6(1) of the Regulation requires reporting issuers to send a request form to the registered holders and beneficial owners of their securities, other than debt instruments. The registered holders and beneficial owners may use the request form to request a paper copy of the reporting issuer's annual financial statements and related MD&A, interim financial reports and related MD&A, or both.”.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 54-101 RESPECTING  
COMMUNICATION WITH BENEFICIAL OWNERS OF SECURITIES OF A  
REPORTING ISSUER**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (4.1) and (8))

**1.** Section 2.7 of Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer (chapter V-1.1, r. 29) is amended:

- (1) by inserting, at the beginning, “(1)”;
- (2) by adding, at the end, the following:

“(2) A reporting issuer that is required to send proxy-related materials to the beneficial owners of its securities under subsection (1) and includes the statement referred to in section 4.5.3 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (chapter V-1.1, r. 24), shall include that statement in the proxy-related materials or in the separate document referred to in paragraph (2)(c) of that section.”.

**2.** Section 2.7.1 of the Regulation is amended by adding, after paragraph (2), the following:

“(3) A reporting issuer that sends a notice to the beneficial owners of its securities under paragraph (1)(a) and includes the statement referred to in section 4.5.3 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (chapter V-1.1, r. 24), shall include that statement in the notice or in the separate document referred to in paragraph (2)(c) of that section.”.

**Effective date**

**3.** (1) This Regulation comes into force on 22 September 2026.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after 22 September 2026, this Regulation come into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

**CHANGES TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 54-101 RESPECTING COMMUNICATION WITH BENEFICIAL OWNERS OF SECURITIES OF A REPORTING ISSUER**

1. Section 4.1 of *Policy Statement to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* is replaced by the following:

**“4.1. Client Response Form**

By completing a client response form as provided in Part 3 of the Regulation, a beneficial owner gives notice of its choices concerning the receipt of materials and the disclosure of ownership information concerning it. Pursuant to section 3.4 of the Regulation, a beneficial owner may, by notice to the intermediary through which it holds, change any prior instructions given in a client response form. Proximate intermediaries should alert their clients to the costs and other consequences of the options in the client response form. Subject to subsections 4.6(5.1) and 4.6(5.2) of *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* (chapter V-1.1, r. 24), subsection 4.6(1) of that Regulation requires reporting issuers to send annually a request form to the registered holders and beneficial owners of its securities, other than holders of debt instruments, that the holders may use to request a copy of the reporting issuer's financial statements and MD&A. If a request form is sent under subsection 4.6(1), a failure to return the request form or to specifically request a copy of the financial statements or MD&A from the reporting issuer will override the beneficial owner's standing instructions under this Regulation in respect of the financial statements. However, a beneficial owner's standing instructions under this Regulation in respect of the financial statements will not be overridden if a reporting issuer provides electronic access to the documents under section 4.5.1 or 4.5.2 of *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*.”.